

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

STELLANTIS FINANCIAL SERVICES EUROPE

Société anonyme au capital de 199 619 936 euros
Siège social : 43 Rue Jean-Pierre Timbaud, 78300 POISSY
325 952 224 RCS Versailles

Comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2025
ont été approuvés par l'Assemblée Générale ordinaire du 17 mars 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons établi en date du 2 mars 2026, un rapport dit "de carence" dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder au contrôle des comptes annuels et du rapport de gestion, ceux-ci n'ayant pas été établis dans les délais prévus par la loi.

Ces derniers nous ayant été communiqués en date du 11 mars 2026, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Stellantis Financial Services Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 « Principes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées, figurant au bilan de la société Stellantis Financial Services Europe au 31 décembre 2025 pour un montant net de 2 220 M€, représentent un poste significatif du bilan.</p> <p>Comme indiqué dans les notes 1-B et 5 de l’annexe aux comptes annuels, ils sont comptabilisés à leur prix d’acquisition hors frais accessoires, et dépréciés sur la base de leur valeur d’utilité.</p> <p>La détermination de cette valeur d’utilité requiert l’exercice de jugements par la direction, notamment dans son choix des éléments à considérer selon les titres concernés. Ces éléments peuvent correspondre à des éléments historiques comme la quote-part d’actif net retraité conformément aux principes du groupe lorsqu’il s’agit de sociétés mères des sous-groupes. Ils peuvent également correspondre à une analyse multicritère tenant compte notamment de l’actif net social et des éléments prévisionnels comme les perspectives de rentabilité, issues généralement des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats.</p> <p>La conjoncture et l’environnement économiques auxquels sont confrontées les participations et les entreprises liées peuvent avoir un impact sur l’évolution de leurs résultats et la marche des affaires.</p> <p>Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à l’établissement de prévisions, nous avons considéré l’évaluation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées comme un point clé de l’audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à mettre en œuvre les procédures présentées ci-après.</p> <p>Pour la détermination de la valeur d’utilité reposant sur des éléments historiques :</p> <ul style="list-style-type: none">• analyser la concordance entre les actifs nets retenus dans le calcul de la valeur d’utilité et les comptes des entités ayant fait l’objet d’un audit ;• étudier la documentation des ajustements et des retraitements opérés sur les actifs nets retenus. <p>Pour la détermination de la valeur d’utilité reposant sur des éléments prévisionnels :</p> <ul style="list-style-type: none">• apprécier la cohérence des perspectives de rentabilité utilisées avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques approuvés par la gouvernance des entités concernées, en prenant en compte le contexte macro-économique, géopolitique et logistique particulier de l’exercice clos le 31 décembre 2025 ;• analyser les perspectives de rentabilité utilisées par le passé en les comparant aux données financières correspondantes réalisées. <p>Nous avons également vérifié l’exactitude arithmétique du calcul de la valeur d’utilité des titres évalués.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l’existence, dans le rapport du conseil d’administration sur le gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Stellantis Financial Services Europe par l’assemblée générale du 12 avril 2005 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 10 avril 2024 pour le cabinet Deloitte & Associés. Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la 21^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'Audit et des Risques de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du

contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Levallois-Perret et Paris-La Défense, le 13 mars 2026

Forvis Mazars SA
Maguette Diop
Associée

Deloitte & Associés
Marjorie Blanc Lourme
Associée

Julien Koscién
Associé

Commentaires sur les comptes et le bilan 2025 de la société Stellantis Financial Services Europe

Les états financiers de Stellantis Financial Services Europe ("SFSE") arrêtés au 31 décembre 2025 traduisent les évolutions de la banque dans les deux domaines d'activités qui sont les siens :

- en tant que société holding de filiales implantées en France et à l'étranger ;
- en tant que facilitateur de paiement avec l'activité de E-payment en soutien aux opérations commerciales du Groupe Stellantis en Europe.

Stellantis Financial Services Europe est par ailleurs la holding d'un sous-groupe de sociétés d'assurance constitué notamment de sociétés d'assurance, vie et non vie, sous le contrôle du Malta Financial Services Authority (MFSA).

Faits marquants de la période

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité des exercices précédents, avec la poursuite du développement des activités de Stellantis Financial Services Europe au sein de son organisation paneuropéenne, et une croissance soutenue en Amérique du Sud, en particulier au Brésil et en Argentine. L'exercice est également marqué par la finalisation de transactions structurantes engagées en 2024, ainsi que par la poursuite des actions de diversification des sources de refinancement.

En Europe, malgré un marché sous tension, une baisse des volumes d'immatriculations et un mix canal défavorable, la performance de SFSE a continué à bénéficier de l'extension de l'offre de produits à l'ensemble des marques Stellantis, mais aussi des effets bénéfiques de la rationalisation des structures. Par ailleurs, le coût du risque reste maîtrisé, malgré une légère hausse en % des encours nets moyens suite à la revue des modèles. Cependant, la performance au Royaume-Uni a été très négativement impactée par l'action en cours du régulateur local, le Financial Conduct Authority (« FCA ») : la provision au titre du risque de devoir indemniser les clients ayant souscrit des contrats entre 2007 et 2024, sans avoir été informés qu'une partie du coût couvrirait des commissions versées aux distributeurs, a dû être augmentée dans les comptes de l'entité anglaise, mais également pour 13 millions d'euros dans les comptes de SFSE au titre des contrats produits avant la coopération avec Santander. Les calculs ont été réalisés sur une base multi-scénarios et des analyses de sensibilités ont été menées sur le taux de réclamation des clients. A la date d'arrêt, l'issue des travaux du FCA, ainsi que les modalités et impacts financiers potentiels pour l'industrie, demeurent incertains.

En Amérique du Sud, la dynamique commerciale au Brésil s'est poursuivie, avec à partir de juillet la reprise des financements de la marque Fiat, entraînant un doublement des encours en 2025 vs. 2024. Cette croissance a été assurée grâce au renforcement continu des moyens financiers de Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. : deux augmentations de capital pour un total de 1 milliard de BRL, deux opérations de titrisation publiques non déconsolidantes portant sur 2 milliards de BRL d'encours, et enfin l'émission d'une première offre publique de "Letras Financeiras" ("LF"), pour un montant total de 1,7 milliard de BRL. Cette opération, la plus importante émission de LF réalisée par une banque captive au Brésil, constitue une étape clé de la stratégie de diversification et d'expansion des sources de refinancement visant à soutenir la croissance de l'activité. Il est à noter que la seconde augmentation de capital dans la filiale brésilienne a été entièrement souscrite par Stellantis Automóveis Brasil LTDA, la participation de SFSE passant ainsi de 100 % à 69,98 %.

Par ailleurs, les opérations annoncées fin 2024 ont été menées à bien : en Chine, PSA Finance Nederland B.V., filiale de SFSE, a finalisé la cession de Stellantis Leasing Services Co., Ltd. En Argentine, après l'obtention des autorisations nécessaires, SFSE a finalisé l'acquisition de 50 % des titres de FCA Compañía Financiera S.A., auprès de Fidis S.p.A., dans le cadre de la réorganisation des activités de financement de Stellantis dans le pays. Enfin l'activité en Turquie a pu être cédée en toute fin d'année.

Compte de résultat

Le résultat net de l'exercice 2025 s'établit à 365 millions d'euros, contre 219 millions d'euros en 2024, soit une progression de 146 millions d'euros. Cette évolution s'explique principalement par les éléments suivants :

- Le Produit Net Bancaire progresse de 136 millions d'euros, une évolution principalement portée par l'augmentation de 152 millions d'euros des dividendes perçus au cours de l'exercice.

Cette hausse est toutefois partiellement compensée par une diminution de 17 millions d'euros des produits d'intérêts liés à la baisse des dépôts réalisés auprès de la Banque Centrale.

- Les charges générales d'exploitation s'établissent à 4 millions d'euros, en hausse de 2 millions par rapport à l'exercice 2024.
- Les dotations aux amortissements atteignent 30 millions d'euros, contre 18 millions d'euros en 2024. Cette hausse s'explique principalement par la mise au rebut de développements logiciels liés au projet New Retailer Model de Stellantis dans les pays non déployés, pour un montant de 9 millions d'euros.
- Les gains et pertes sur cessions d'actifs immobilisés s'élèvent à un gain net de 2,5 millions d'euros. Ce résultat intègre notamment un produit de 15 millions d'euros, correspondant aux reprises de provisions pour dépréciation des titres de participation enregistrées au cours de l'exercice et une charge de 14,4 millions d'euros, liée à la constitution d'une provision couvrant les risques associés au mécanisme de réparation (« redress scheme ») que le régulateur britannique, le Financial Conduct Authority, envisage d'imposer à l'ensemble du secteur.

Bilan

Le total du bilan atteint 3 615 millions d'euros à fin 2025, contre 3 713 millions d'euros à fin 2024. Les principales variations observées sont les suivantes.

A l'actif

- La réserve de liquidités de Stellantis Financial Services Europe s'établit à 817 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 903 millions d'euros au 31 décembre 2024. Cette baisse est principalement liée au non-renouvellement de la ligne bancaire bilatérale reçue de 60 millions d'euros et pour le solde à la diminution des dépôts réalisés auprès de la Banque de France.
- Les parts dans les entreprises liées et coentreprises atteignent 2 220 millions d'euros au 31 décembre 2025, contre 2 063 millions d'euros au 31 décembre 2024.

L'augmentation de 157 millions d'euros résulte principalement : de l'augmentation de capital de Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito Financiamento e Investimento S.A. pour 48 millions d'euros et de Stellantis Bank pour 75 millions d'euros, de l'acquisition de 50 % de la société FCA Compañia Financiera S.A. pour près de 21 millions d'euros, ainsi qu'une reprise de provisions sur titres de participation pour 14 millions d'euros.

Au passif

- Les comptes ordinaires bancaires sont en baisse de 42 millions d'euros suite à la diminution des avances de fonds réalisées par la filiale PSA Financial Holding B.V. via le compte de Stellantis Financial Services Europe ouvert auprès d'elle.
- Les capitaux propres enregistrent une baisse nette de 35 millions d'euros résultant du résultat net 2025 de 365 millions d'euros et de la distribution de dividendes pour 400 millions d'euros au cours de l'exercice.

Hors-bilan

Les engagements de garantie donnés diminuent de 500 millions d'euros à 251 millions d'euros, principalement en raison de l'expiration d'une garantie de 250 millions d'euros accordée à Santander Consumer Finance.

Par ailleurs, les engagements de garantie reçus passent de 60 millions d'euros à 0 million d'euro, conséquence du non-renouvellement de la ligne de crédit bilatérale de 60 millions d'euros.

Bilan au 31 décembre 2025

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31.12.2025	31.12.2024
Actif			
Opérations interbancaires et assimilées		1 209 295	1 481 103
- Caisse, banques centrales, CCP	2	813 563	894 336
- Créances sur les établissements de crédit	3	395 732	586 767
Opérations avec la clientèle	4	378	1
Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	5	2 220 129	2 062 642
Immobilisations incorporelles	6	124 933	116 912
Immobilisations corporelles	6	-	634
Autres actifs	7	51 181	41 626
Comptes de régularisation	8	9 269	10 019
Total de l'actif		3 615 185	3 712 937

<i>(En milliers d'euros)</i>		31.12.2025	31.12.2024
Passif			
Opérations interbancaires et assimilées		27 346	69 687
- Dettes envers les établissements de crédit	9	27 346	69 687
Opérations avec la clientèle	10	32	31 299
Autres passifs	11	57 120	60 278
Comptes de régularisation	12	15 787	16 009
Provisions	13	15 286	1 400
Capitaux propres	14	3 499 614	3 534 264
- Capital souscrit		199 620	199 620
- Primes d'émission		642 815	642 815
- Réserves		619 902	319 962
- Report à nouveau		1 671 813	2 152 798
- Résultat de l'exercice		365 464	219 069
Total du passif		3 615 185	3 712 937

Les totaux du bilan actif et passif ventilés en Euros/Devises est détaillé dans la Note 15.

Hors-bilan au 31 décembre 2025

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés		
Engagements de garantie	251 221	500 239
- En faveur d'établissements de crédit, entreprises liées	251 100	500 000
- En faveur d'établissements de crédit, hors groupe	-	-
- En faveur de la clientèle, entreprises liées	121	239
- En faveur de la clientèle, hors groupe	-	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	60 000
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	-	60 000
Engagements de garantie	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	-	-

Compte de résultat au 31 décembre 2025

<i>(En milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés		48 346	65 734
- Sur opérations avec les établissements de crédit	16	25 642	35 329
- Sur opérations avec la clientèle	17	22 704	30 405
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	18	-	-
Intérêts et charges assimilées		(1 846)	(2 186)
- Sur opérations avec les établissements de crédit	16	(1 447)	(1 629)
- Sur opérations avec la clientèle	17	(382)	(528)
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	18	(17)	(29)
Revenus des titres à revenu variable	19	345 425	193 165
Commissions (Produits)	20	5 616	4 971
Commissions (Charges)	20	(533)	(975)
Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilé			
Autres produits d'exploitation bancaire	21	6 687	6 567
Autres charges d'exploitation bancaire	21	(2)	-
Produit net bancaire		403 693	267 276
Charges générales d'exploitation	22	4 136	1 808
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6	(29 954)	(18 276)
Résultat brut d'exploitation		377 875	250 808
Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		377 875	250 808
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	23	2 496	(16 393)
Résultat exceptionnel	24	-	(925)
Résultat courant avant impôt		380 371	233 490
Impôt sur les bénéfices	25	(14 907)	(14 421)
Résultat de l'exercice		365 464	219 069
<i>Résultat par action (en euros)</i>		<i>29</i>	<i>18</i>

Notes annexes aux états financiers pour les exercices clos en 2025 et 2024

Note 1 Principes comptables

Les états financiers du 31 décembre 2025 de la société Stellantis Financial Services Europe sont établis et présentés conformément aux principes applicables en France aux établissements de crédit, notamment le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et amendé par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

Le règlement ANC n° 2023-03, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025, a modifié divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Ainsi, le transfert de charges a été supprimé du règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Stellantis Financial Services Europe n'ayant pas recours à cette technique, ce changement de méthode comptable n'a pas eu d'effet sur ses comptes annuels.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes A à G ci-dessous.

A. Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la partie relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances sont portés à l'actif du bilan. Les immobilisations incorporelles ainsi créées, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement sont immédiatement portés en charges.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont amorties linéairement sur les durées de vie suivantes :

- Constructions 20 à 30 ans
- Autres immobilisations corporelles 4 à 10 ans

B. Titres

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les titres sont classés en fonction de l'intention qui préside à leur détention.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres, une dépréciation est comptabilisée.

Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

Lorsque le prix de marché à la date de clôture est inférieur à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est comptabilisée.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les intérêts sont inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

Titres de transaction

Il n'y a pas d'activité sur titres de transaction, autrement dit, sur titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide avec intention de revente à brève échéance dans un délai maximum de six mois.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de la banque sont classés dans cette catégorie conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, hors frais accessoires d'achat.

La valeur d'inventaire des participations est déterminée par la valeur d'utilité fondée généralement sur la quote-part d'actif net retraité conformément aux principes du groupe, ou consolidé lorsqu'il s'agit de sociétés mères des sous-groupes. Les autres participations sont estimées d'après leur valeur d'utilité fondée sur une analyse multicritères tenant compte notamment de l'actif net social et des perspectives de rentabilité, issue généralement des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats. Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est constituée dans les livres à hauteur de la différence.

Lorsque la valeur d'inventaire est négative, et si la situation le justifie, une provision est alors constituée.

C. Créances sur la clientèle

C.1 Opérations avec la clientèle

La valeur brute des financements de vente à crédit inclut les intérêts courus. Les intérêts des financements sont enregistrés en produits financiers sur la durée des contrats selon la méthode actuarielle. Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs de clientèle, ainsi que les frais administratifs directs externes sont enregistrées en « Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle » et sont étalées de manière symétrique aux produits comptabilisés sur les contrats. Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats sont passés en charges au moment où ils sont exposés et enregistrés en « Commissions » sur opérations avec la clientèle.

La valeur brute des financements de stock aux réseaux comprend le montant principal avancé et les intérêts courus qui sont comptabilisés en produits financiers sur une base mensuelle.

Classement en créances douteuses

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les engagements présentant des échéances impayées de plus de 90 jours ou de plus de 270 jours pour les Administrations locales, sont classés en créances douteuses.

Notion de statut immunisant : l'application d'un statut immunisant permet le report du déclassement en créances douteuses dans la limite de 150 jours pour la clientèle « Retail », de 451 jours pour la clientèle « Corporate » et de 631 jours pour les Administrations locales et dans la mesure où les impayés ne sont que la conséquence d'événements techniques non liés à la solvabilité du client.

Notion de statut forçant : l'utilisation d'un statut forçant en cas de risque aggravé permet le déclassement avant 91 jours ou 271 jours. Pour la clientèle autre que « Retail », dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement par le délai, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash ». L'existence du « Rapport Flash » est reconnue dans les systèmes et joue le rôle de statut forçant.

Dépréciation et provisions sur créances clientèle**Les dépréciations et provisions sur créances à la clientèle « Retail » :**

- En ce qui concerne les créances saines, l'existence d'un impayé caractérise le risque de perte de valeur de la créance. Dès le premier jour d'impayé, la totalité de l'encours restant dû est déprécié en fonction de sa probabilité de passage en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées. La provision calculée est classée au passif du bilan.

- En ce qui concerne les créances douteuses, telles que définies précédemment, Stellantis Financial Services Europe a constitué une base de données historiques, qui intègre les données de recouvrement effectif de ces créances. Cette base permet d'apprécier le taux de pertes moyennes actualisées, sur la base duquel est calculée la dépréciation sur créances douteuses.

Les dépréciations des créances à la clientèle autre que « Retail » :

- Dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash », qui précise le montant éventuel de la dépréciation.

A la demande du régulateur, un modèle de dépréciation a été développé prenant en compte différents indicateurs (secteurs, zones à risques, etc...). A ce titre, Stellantis Financial Services Europe enregistre une dépréciation collective sur l'encours sain Corporate depuis fin 2014.

Passages en pertes :

Dès lors qu'une créance est considérée comme irrécouvrable, elle est passée en pertes. A partir de ce moment, la dépréciation précédente est reprise par résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité au compte de résultat.

C.2 Commissions reçues et coûts marginaux de transaction étalés

Les commissions reçues comprennent essentiellement les bonifications d'intérêts versées par les marques Peugeot, DS et Citroën et les frais de dossiers facturés aux clients. Elles font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

Les coûts marginaux de transaction comprennent essentiellement les commissions versées aux apporteurs d'affaires. Ils font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

D. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre regroupent les bons de caisse, les emprunts obligataires, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus attachés à ces titres sont enregistrés dans un compte de dettes rattachées.

Les primes d'émission des emprunts obligataires sont amorties de façon linéaire sur la durée de vie des emprunts. Les primes d'émission des titres de créances négociables sont également amorties de façon linéaire, sur la durée de vie des titres. La charge correspondante est inscrite au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts sur dettes représentées par un titre ».

Conformément à l'option fiscale d'étalement retenue, les frais d'émission sont amortis et comptabilisés dans les mêmes conditions que les primes d'émission.

E. Instruments financiers à terme

E.1 Nature des opérations

Les encours consentis par les sociétés du groupe à la clientèle sont essentiellement accordés à taux fixe, le refinancement est en majeure partie indexé sur des taux révisables ou variables.

L'impact des variations de taux d'intérêt sur la marge des sociétés du groupe est couvert en contractant des dérivés auprès de banques externes. Ces dérivés permettent l'adéquation globale des structures de taux de l'actif et du passif et sont qualifiés de macro-couverture.

En outre, les opérations permettant de limiter le risque de taux sur les excédents de liquidité de Stellantis Financial Services Europe sont qualifiées de micro-couverture (au sens de la réglementation bancaire française). C'est aussi le cas des dérivés qui ramènent à taux variable la partie du refinancement contracté à taux fixe.

Les opérations effectuées par Stellantis Financial Services Europe dans le cadre de la centralisation de la trésorerie et par les sociétés du groupe hors zone euro, sont donc essentiellement des opérations de couverture.

Les dérivés le plus souvent utilisés sont les instruments d'échange de taux d'intérêt (swaps de taux), les opérations assimilées (caps, floors, swaptions,...) et les instruments d'échange de devises (swaps de devises).

E.2 Principes d'enregistrement

Les dérivés en vie à la date de clôture figurent dans les engagements hors bilan. Les dérivés de taux et de change sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les montants inscrits dans les comptes de hors bilan correspondent aux engagements nominaux et représentent le volume des opérations et non les risques qui leur sont associés.

Opérations de macro-couverture

Pour les opérations qualifiées de macro-couverture, les charges et les produits sont inscrits prorata-temporis en compte de résultat.

Les résultats relatifs aux opérations qui couvrent l'activité de financement des filiales, via les prêts interbancaires qui leurs sont accordés, figurent au poste « Intérêts sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires » (cf. Note 17).

Opérations de micro-couverture

Pour les opérations de Stellantis Financial Services Europe qualifiées d'opérations de micro-couverture, les charges et les produits relatifs aux dérivés utilisés, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts.

Traitement des soultes

Les soultes constatées lors de la conclusion d'un contrat sont rapportées au compte de résultat sur la durée de vie du contrat.

Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat, ou de son remplacement par un autre contrat, sont rapportées immédiatement au compte de résultat si position isolée. Elles sont en revanche amorties prorata-temporis pour les opérations de macro-couverture et les opérations de micro-couverture.

Traitement des acomptes sur résultat futur des swaps

Dans le cas de swaps avec acompte payé ou reçu sur résultat futur :

- l'acompte payé est comptabilisé en « charges payées d'avance »,
- l'acompte reçu est comptabilisé en « produits constatés d'avance ».

Traitement des swaptions de couverture de la production future d'encours de crédit à taux fixe

La prime payée est étalée linéairement entre la date de paiement de la prime et la date d'échéance de l'option.

A l'échéance, la valeur intrinsèque de l'option est étalée linéairement sur la durée de vie des swaps de macro-couverture mis en place en couverture de l'encours de crédit à taux fixe.

E.3 Risque de contrepartie

Les risques sont limités aux opérations sur produits dérivés négociés dans le cadre de contrats FBF ou ISDA et à des opérations de placement de liquidités à très court terme avec des contreparties de premier plan.

F. Opérations en devises

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans leur devise d'origine. A chaque arrêté comptable, les éléments du bilan et du hors bilan en devises étrangères sont réévalués en euros au cours du jour de clôture. Les gains et pertes de change résultant des réévaluations ci-dessus sont enregistrés au compte de résultat.

Les opérations en devises sont systématiquement couvertes par la mise en place d'instruments dérivés de couverture de change. L'impact en résultat de ces dérivés compense celui des opérations décrites précédemment. En conséquence, le résultat de change est structurellement non significatif.

G. Entreprises liées

Les « entreprises liées » correspondent aux entités ayant entre elles des liens de contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

Note 02 Caisse, banques centrales, CCP

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Caisse & CCP	-	-
Banques centrales	813 518	894 261
- dont réserves obligatoires auprès de la Banque de France		
Créances rattachées	45	75
Total	813 563	894 336

Note 03 Créances sur les établissements de crédit

Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Créances à vue sur établissements de crédit	3 787	8 643
Comptes ordinaires débiteurs	3 786	8 630
Prêts au jour le jour	-	-
Créances rattachées	1	13
Créances à terme sur établissements de crédit	391 945	578 124
Prêts et pensions à terme	388 500	573 500
Créances rattachées	3 445	4 624
Total	395 732	586 767
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>391 965</i>	<i>577 927</i>

Ventilation par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Non réparti	7 232	13 267
Inférieur à 3 mois		150 000
De 3 mois à 1 an		
De 1 à 5 ans	20 000	11 000
Supérieur à 5 ans	368 500	412 500
Total	395 732	586 767

Note 04 Opérations avec la clientèle

4.1 - Analyse des créances nettes totales

Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Comptes ordinaires débiteurs	378	1
Comptes ordinaires	378	1
Créances rattachées	-	-
Total	378	1
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>378</i>	<i>-</i>

Ventilation par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Non réparti	378	1
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	378	1

Note 05 Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2025
Parts dans les entreprises liées	379 725	48 497	11 620	-	439 842
Etablissements de crédit					
- Brut	392 324	48 497	(968)	-	439 853
- Dépréciations	(12 599)	-	12 588	-	(11)
Parts détenues dans les coentreprises	1 682 917	95 825	1 545	-	1 780 287
- Brut	1 684 462	95 825	-	-	1 780 287
- Dépréciations	(1 545)	-	1 545	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-	-	-	-
Total	2 062 642	144 322	13 165	-	2 220 129

Détails des parts dans les entreprises liées

<i>(En milliers d'euros)</i>		31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2025
Valeurs brutes						
Etablissements de crédit		392 324	48 497	(968)	-	439 853
- PSA Financial Holding B.V.	NL	138 389	-	-	-	138 389
- BPF Pazarlama AHAS	TR	968	-	(968)	-	-
- Stellantis Insurance Compania de Seguros S.A.U.	AR	2 665	-	-	-	2 665
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	12	-	-	-	12
- Stellantis Services Ltd	MT	56 255	-	-	-	56 255
- Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. (1)	BR	194 035	48 497	-	-	242 532
Autres		-	-	-	-	-
Dépréciations des titres						
Etablissements de crédit		(12 599)	-	12 588	-	(11)
- BPF Pazarlama AHAS	TR	-	-	-	-	-
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	(11)	-	-	-	(11)
- Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A.	BR	(12 588)	-	12 588	-	-
Autres		-	-	-	-	-
Total		379 725	48 497	11 620	-	439 842

Détails des parts détenues dans les coentreprises

(En milliers d'euros)		31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2025
Valeurs brutes		1 684 462	95 825	-	-	1 780 287
- Banque Stellantis France (1)	FR	469 711	-	-	-	469 711
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.(3)	AR	13 159	-	-	-	13 159
- Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A. (1)	ES	167 339	-	-	-	167 339
- Stellantis Financial Services Italia S.P.A. (1)	IT	294 402	-	-	-	294 402
- Stellantis Financial Services Polska sp. z o.o. (1)	PL	18 128	-	-	-	18 128
- Stellantis Bank S.A (2)	FR	721 707	75 000	-	-	796 707
- Olympia SAS (2)	FR	16	-	-	-	16
- FCA Compania Financiera SA (3)	AR	-	20 825	-	-	20 825
Dépréciations des titres		(1 545)	-	1 545	-	-
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.(3)	AR	(1 545)	-	1 545	-	-
Total		1 682 917	95 825	1 545	-	1 780 287

(1) Coentreprises détenues 50/50 avec Santander Consumer Finance.

(2) Coentreprises détenues 50/50 avec BNP Paribas Personal Finance

(3) Coentreprise détenue 50/50 avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en Argentine

Note 06 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations se répartissent ainsi :

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette
Immobilisations corporelles	1 128	(1 128)	-	1 128	(494)	634
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	-	-	-	-	-	-
- Matériel et outillage	10	(10)	-	10	(10)	-
- Autres	1 118	(1 118)	-	1 118	(484)	634
Immobilisations incorporelles	378 166	(253 233)	124 933	349 815	(232 903)	116 912
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
- Logiciels	378 165	(253 233)	124 932	349 814	(232 903)	116 911
- Autres	1	-	1	1	-	1
Total	379 294	(254 361)	124 933	350 943	(233 397)	117 546

Tableau de variation des valeurs brutes

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements (1)	31.12.2025
	Valeur brute Immobilisations				Valeur brute Immobilisations
Immobilisations corporelles	1 128	-	-	-	1 128
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	-	-	-	-	-
- Matériel et outillage	10	-	-	-	10
- Autres	1 118	-	-	-	1 118
Immobilisations incorporelles	349 815	37 341	-	(8 990)	378 166
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	349 814	37 341	-	(8 990)	378 165
- Autres	1	-	-	-	1
Total	350 943	37 341	-	(8 990)	379 294

Tableau de variation des amortissements

	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres mouvements (1)	31.12.2025
	Amortissements Immobilisations				Amortissements Immobilisations
<i>(En milliers d'euros)</i>					
Immobilisations corporelles	(494)	(634)	-	-	(1 128)
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	-	-	-	-	-
- Matériel et outillage	(10)	-	-	-	(10)
- Autres	(484)	(634)	-	-	(1 118)
Immobilisations incorporelles	(232 903)	(29 320)	-	8 990	(253 233)
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	(232 903)	(29 320)	-	8 990	(253 233)
- Autres	-	-	-	-	-
Total	(233 397)	(29 954)	-	8 990	(254 361)

(1) Mise au rebut des développements de logiciels dédiés au projet New Retailer Model de Stellantis sur les pays non déployés

Note 07 Autres actifs**Ventilation par nature**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Etat et organismes sociaux (1)	2 278	5 151
Fond de garantie des dépôts	1 228	1 228
Autres actifs (2)	47 675	35 247
Ecart de conversion	-	-
Total (2)	51 181	41 626
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>47 130</i>	<i>35 080</i>

(1) Dont 1,2 millions d'euros correspondant à la TVA déductible provisionnée dans le cadre de l'assistance technique de Stellantis Auto SAS au 31.12.2025 contre 2,3 millions d'euros au 31.12.2024.

(2) Dont dividendes à recevoir, sur le premier trimestre de l'exercice suivant, de Stellantis Services LTD pour 22,4 millions d'euros au 31.12.2025 contre 10,3 millions d'euros au 31.12.2024.

Note 08 Comptes de régularisation actif**Ventilation par nature**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Charges payées d'avance	285	299
Charges à répartir sur prime d'émission des titres	-	-
Autres charges à répartir	-	3
Autres charges payées d'avance	285	296
Produits à recevoir	8 962	9 720
Sur instruments financiers à terme	-	-
Autres produits à recevoir	8 962	9 720
Autres comptes de régularisation	22	-
Ajustement devises	-	-
Comptes de régularisation divers	22	-
Total	9 269	10 019

Note 09 Dettes envers les établissements de crédit

Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Dettes à vue envers les établissements de crédit	27 346	69 687
Comptes ordinaires créditeurs (1)	27 269	69 201
Comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	77	486
Dettes à terme envers les établissements de crédit	-	-
Total	27 346	69 687
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>27 314</i>	<i>69 387</i>
<i>(1) Compte de SFSE ouvert chez PSA Financial Holding B.V.</i>		

Ventilation par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Non réparti	27 346	69 687
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	27 346	69 687

Note 10 Opérations avec la clientèle

Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	32	31 299
Comptes ordinaires créditeurs (1)	-	31 223
Autres sommes dues	-	-
Dettes rattachées sur comptes ordinaires créditeurs	32	76
Dettes à terme sur opérations avec la clientèle	-	-
Total	32	31 299
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>32</i>	<i>28 572</i>
<i>(1) Dont comptes ordinaires de Stellantis Services LTD et Stellantis Insurance Management LTD pour 28,5 millions d'euros au 31.12.2024, comptes clôturés au 31.12.2025.</i>		

Ventilation par durée résiduelle

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Non réparti	32	31 299
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	32	31 299

Note 11 Autres passifs

Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Etat	10 972	16 661
Organismes sociaux	5	-
Dettes fournisseurs (1)(2)	46 143	43 617
Autres passifs	-	-
Total	57 120	60 278
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>57 024</i>	<i>60 110</i>
<i>(1) En France, Stellantis Financial Services Europe règle ses fournisseurs dans un délai maximum de 45 jours fin de mois à compter de la date de la facture, en conformité avec les dispositions de la Loi de Modernisation de l'Economie (article L. 441-6 du Code de commerce).</i>		
<i>(2) Ce poste est principalement constitué des refacturations de fin d'année de Stellantis Auto SAS à hauteur de 38 millions d'euros et de 6 millions d'euros correspondant aux charges provisionnées dans le cadre de l'assistance technique.</i>		

Note 12 Comptes de régularisation passif

Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Charges à payer	12 406	10 018
Sur Instruments Financiers à Terme	-	-
Autres charges à payer	12 406	10 018
Autres comptes de régularisation	3 381	5 991
Comptes de régularisation divers	3 381	5 991
Total	15 787	16 009

Note 13 Provisions

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	Dotations	Reprises		31.12.2025
			Utilisées	Non utilisées	
France					
- Provision pour risques fiscaux	-	889	-	-	889
- Provisions pour risques et charges (1)	1 400	12 997	-	-	14 397
Total	1 400	13 886	-	-	15 286
<i>(1) Provision de 14,4 millions d'euros couvrant les risques liés au mécanisme de réparation (redress scheme) que le régulateur britannique (Financial Conduct Authority) envisage d'appliquer à l'ensemble de l'industrie.</i>					

Note 14 Variation des capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2024	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Distribution exceptionnelle	Résultat de l'exercice	31.12.2025
Capital (1)	199 620			-		199 620
Primes d'émission, d'apport, de fusion	642 815			-		642 815
Autres réserves	300 000	549 964		(250 024)		599 940
Réserve légale	19 962					19 962
Report à nouveau	2 152 798	(480 985)		-		1 671 813
Résultat	219 069	(219 069)		-	365 464	365 464
Total	3 534 264	(150 090)	-	(250 024)	365 464	3 499 614
Dividendes versés		150 090		250 024		

(1) Au 31/12/2025, le capital social de 199 619 936 euros, intégralement libéré, est composé de 12 476 246 actions émises. Stellantis Financial Services Europe est détenue par la société Stellantis NV (9 348 181 actions représentant 74,93 % du capital) et par deux de ses filiales : la société Automobiles Peugeot S.A. (qui détient 2 002 862 actions soit 16,05 % du capital) et la société Automobiles Citroën S.A. (qui détient 1 125 203 actions soit 9,02 % du capital).

Note 15 Ventilation actif passif en Euros / Devises

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Actif en devises	34	290
Actif en euros	3 615 151	3 712 647
Total Actif	3 615 185	3 712 937
Passif en devises	34	290
Passif en euros	3 615 151	3 712 647
Total Passif	3 615 185	3 712 937

Note 16 Intérêts et assimilés sur opérations avec les établissements de crédit**Ventilation par nature**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits		
Intérêts sur comptes, prêts et pensions	25 642	35 329
<i>Dont banques centrales</i>	22 610	31 228
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	-	-
Impact net de la micro couverture des emprunts	-	-
Résultat net de change	-	-
Total	25 642	35 329
<i>Dont entreprises liées</i>	2 719	4 075
Charges		
Intérêts sur comptes et emprunts	(1 446)	(1 625)
<i>Dont banques centrales</i>	-	-
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	-	-
Résultat net de change	(1)	(4)
Total	(1 447)	(1 629)
<i>Dont entreprises liées</i>	(1 391)	(1 445)

Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits		
France	22 923	31 254
Etranger	2 719	4 075
Total	25 642	35 329
Charges		
France	(55)	(180)
Etranger	(1 392)	(1 449)
Total	(1 447)	(1 629)

Note 17 Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle**Ventilation par nature**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits		
Intérêts sur créances à la clientèle		
- Vente à crédit	-	-
- Autres (dont crédits à l'équipement, crédits revolving)	-	-
Intérêts sur comptes et prêts	-	-
Intérêts sur prêts subordonnés	22 704	30 405
Total	22 704	30 405
<i>Dont entreprises liées</i>	22 704	30 405
Charges		
Intérêts sur comptes et emprunts	-	-
Coûts d'acquisition (1)	(382)	(528)
Total	(382)	(528)
<i>Dont entreprises liées</i>	(382)	(528)

(1) Il s'agit principalement des rémunérations apporteur.

Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits		
France	8 717	13 221
Etranger	13 987	17 184
Total	22 704	30 405
Charges		
France	-	-
Etranger	(382)	(528)
Total	(382)	(528)

Note 18 Intérêts et assimilés sur opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe**Ventilation par nature**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits		
Sur autres titres détenus à revenu fixe		-
Impact net de la micro couverture des titres de créances négociables émis	-	-
Total	-	-
Charges		
Sur obligations et autres titres émis à revenu fixe		
- Titres de créances négociables émis	(17)	(29)
Total	(17)	(29)

Ventilation par zone géographique

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits		
France	-	-
Etranger	-	-
Total	-	-
Charges		
France	(17)	(29)
Etranger	-	-
Total	(17)	(29)

Note 19 Revenus des titres à revenu variable

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Revenus des parts dans les entreprises liées		
Dividendes encaissés par le siège		
- reçus de sociétés françaises	110 239	177 947
- reçus de sociétés étrangères	235 186	15 218
Total	345 425	193 165

Note 20 Commissions

Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	5 013	3 807
Sur opérations avec la clientèle	1	5
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	602	1 159
Total	5 616	4 971
<i>Dont entreprises liées</i>	387	846
Charges		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	(508)	(972)
Sur opérations avec la clientèle	-	-
Sur opérations sur titres	(25)	(3)
Sur opérations de change	-	-
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	-	-
Sur autres engagement de hors-bilan	-	-
Total	(533)	(975)
<i>Dont entreprises liées</i>	-	(1)

Note 21 Autres produits et Charges d'exploitation bancaire

Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits		
Quote part sur opérations faites en commun	1 192	1 151
Autres (1)	5 495	5 416
Total	6 687	6 567
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-
Charges		
Moins-value de cession VO	-	-
Autres	(2)	-
Total	(2)	-

(1) Ce poste enregistre la marge que dégage Stellantis Financial Services Europe dans le cadre de la refacturation des prestations d'assistance et des frais informatiques aux filiales et coentreprises.

Note 22 Charges générales d'exploitation

Ventilation par nature

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Frais de personnel	-	-
Salaires	-	-
Autres charges sociales	-	-
Autres produits et charges générales d'exploitation	4 136	1 808
Total	4 136	1 808
<i>Dont entreprises liées</i>	144	200

Note 23 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres		
Gains	15 493	1 302
Pertes (1)	(12 997)	(17 695)
Résultat de cession des succursales		
Gains	-	-
Total	2 496	(16 393)
<i>(1) Les pertes enregistrées concernent la provision de 14,4 millions d'euros couvrant les risques liés au mécanisme de réparation (redress scheme) que le régulateur britannique (Financial Conduct Authority) envisage d'appliquer à l'ensemble de l'industrie.</i>		

Note 24 Résultat exceptionnel

<i>(En milliers d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits	-	-
Charges	-	(925)
Total	-	(925)

Note 25 Impôt sur les bénéfices

Stellantis Financial Services Europe est filiale à 100 % de Stellantis NV et de deux de ses filiales. A ce titre, elle a donné son accord pour être incluse dans le périmètre du régime d'intégration fiscale du groupe Stellantis, défini aux articles 223 et suivants du Code Général des Impôts. Ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société-mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant.

Le principe retenu est que la charge fiscale de SFSE soit identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du Groupe.

Pour l'année 2025, Stellantis Financial Services Europe est en résultat fiscal bénéficiaire. L'impôt sur les bénéfices est de 14 907 k€ au titre de l'impôt sur la société.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus à l'administration fiscale au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans le pays.

Par ailleurs, SFSE n'enregistre aucun impôt différé.

Note 26 Résultat par secteur d'activité

Pour 2025

(En milliers d'euros)	Activités de financement				Refinancement et placements	31.12.2025
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis		
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	602	-	76	379 369	23 646	403 693
Coût du Risque	-	-	-			-
Résultat après coût du risque	602	-	76	379 369	23 646	403 693
Charges générales d'exploitation				4 136		4 136
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(29 954)		(29 954)
Résultat d'exploitation	602	-	76	353 551	23 646	377 875

(1) Les éléments non répartis sur ce poste correspondent principalement, à hauteur de 345 millions d'euros, aux dividendes reçus par Stellantis Financial Services Europe de ses filiales (cf. Note 19) et des intérêts sur prêts subordonnés précisés dans la note 17.

Pour 2024

(En milliers d'euros)	Activités de financement				Refinancement et placements	31.12.2024
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis		
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	1 140	-	65	233 375	32 696	267 276
Coût du Risque	-	-	-	-	-	-
Résultat après coût du risque	1 140	-	65	233 375	32 696	267 276
Charges générales d'exploitation				1 808		1 808
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(18 276)		(18 276)
Résultat d'exploitation	1 140	-	65	216 907	32 696	250 808

Note 27 Evènements postérieurs à la clôture

Entre le 31 décembre 2025 et le 24 février 2026, date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration de SFSE, aucun évènement, susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers, n'est survenu.

FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 décembre 2025

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en % direct	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
(En milliers d'euros)										
1) Filiales détenues à plus de 50 % (directement ou indirectement)										
Stellantis Services Ltd Mediterranean Building 53, Abate Rigord Street XBX Malte	32 705	228 821	100	56 255	56 255	378	-	36 094	21 064	35 839
Stellantis Insurance Compania de Seguros S.A.U. Maipù 942 - 20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	7	16 124	100	2 665	2 665	-	-	25 910	13 733	-
PSA Financial Holding B.V. Lemelerbergweg 12,1101 DV Amsterdam Pays-Bas	57 800	42 257	100	138 389	138 389	-	-	8 749	1 114	4 721
Banque PSA Finance Algérie Plateau des Annassers, 16000 ALGER Algérie	327	(276)	2	12	1	-	-	-	-	-
Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. Rua Eng. Francisco Pitta Brito, 779 3° andar Sao Paulo SP Cep. 04753-080 - Brésil	313 788	(16 951)	70	242 531	242 531	-	-	121 508	31 099	-
2) Coentreprises détenues à 50 %										
PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A. Maipù 942 -20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	31	21 209	50	13 159	13 159	-	-	27 978	13 205	-
Banque Stellantis France 43, rue Jean Pierre Timbaud 78300 Poissy	144 843	1 147 878	50	469 711	469 711	-	-	153 168	147 746	151 385

Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A. C/Eduardo Barreiros N°110. 28041 Madrid Espagne	314 132	86 885	50	167 338	167 338	-		116 635	(21 672)	-
Stellantis Financial Services Italia S.P.A. Via Gallarate 199, 20151 Milano Italie	140 309	666 291	50	294 401	294 401	-	-	288 549	112 207	3 004
Stellantis Financial Services Polska sp. z o.o. ul.Domaniewska 44 a 02-672 Warszawa Pologne	31 301	50 549	50	18 127	18 127	-	-	33 622	12 933	-
Stellantis Bank S.A. 43, rue Jean Pierre Timbaud 78300 Poissy	139 430	1 800 442	50	796 707	796 707	-	-	36 981	28 872	
FCA Compania Financiera SA Carlos Maria Della Paolera 265,Piso 22, Ciudad Autonoma de Buenos Aires	422	26 463	50	20 825	20 825	-	-	19 209	9 464	
3) Participation										
Automobiles Citroën 43, rue Jean Pierre Timbaud 78300 Poissy	159 000	(29 039)	-	-	-	-	-	-	197 306	-

RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(Articles D133, D135, D148 du décret du 23 mars 1967)

(En milliers d'euros)	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
Capital en fin d'exercice					
Capital social	199 620	199 620	199 620	199 620	199 620
Nombre d'actions émises	12 476 246	12 476 246	12 476 246	12 476 246	12 476 246
Résultat global des opérations de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	438 489	299 581	347 785	178 943	355 577
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	408 997	264 141	377 856	128 081	344 238
Impôt sur les bénéfices	(14 907)	(14 421)	(14 365)	(239)	(1 482)
Résultat après impôt, amortissements et provisions	365 464	219 069	367 841	118 898	351 251
Montant des bénéfices distribués	400 113	-	-	-	106 048
Résultat des opérations réduit à une seule action, en Euro					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	31,59	20,02	29,13	10,25	27,47
Résultat après impôts, amortissements et provisions	29,29	17,56	29,48	9,53	28,15
Dividende net attribué à chaque action :					
- dividende distribué	32,07	-	-	-	8,50
- avoir fiscal néant (Intégration fiscale)	-	-	-	-	-
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-	-	7
Montant de la masse salariale de l'exercice	-	-	-	-	282
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc..)	-	-	-	-	42

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice 2025 de 365 463 945,28 €uros, majoré du report à nouveau bénéficiaire de 1 671 812 636,75 €uros, s'élève à la somme de 2 037 276 582,03 €uros.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice distribuable comme suit :

- aux actions : 130 002 483,32 €uros,
- aux autres réserves : 400 059 492,92 €uros,
- au report à nouveau : 1 507 214 605,79 €uros.

Ainsi, le dividende s'élève à 10,42 €uros par action et sera mis en paiement au plus tard le 26 juin 2026.

L'Assemblée Générale prend note que :

- au titre des exercices 2022, 2023 et 2024 les dividendes versés aux actionnaires s'élevaient respectivement à 0 €uro, 0 €uro et 12,03 €uros par action ;

- à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire qui s'est réunie de manière extraordinaire le 21 octobre 2025, la Société a procédé à une distribution exceptionnelle d'un montant de 250.023.969,84 €uros, soit 20,04 €uros par action.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons établi en date du 2 mars 2026, un rapport dit "de carence" dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder au contrôle des comptes consolidés et du rapport de gestion, ceux-ci n'ayant pas été établis dans les délais prévus par la loi.

Ces derniers nous ayant été communiqués en date du 11 mars 2026, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes consolidés.

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Stellantis Financial Services Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation et quote-part de résultat des titres mis en équivalence

Risque identifié	Notre réponse
<p>Tels que présentés dans la note 8 « Participations dans les entreprises mises en équivalence » de l'annexe aux comptes consolidés, les partenariats noués par votre groupe avec la société Santander Consumer Finance et la société BNP Paribas Personal Finance en Europe et Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en Argentine conduisent à comptabiliser par mise en équivalence les co-entreprises (et les entités contrôlées par ces dernières) détenues conjointement avec les partenaires.</p> <p>Comme indiqué dans la note 2-A.6 « Utilisation d'estimations et d'hypothèses », la direction de votre groupe réalise des tests de dépréciation fondés sur des hypothèses de flux de trésorerie en cas d'identification d'indice de perte de valeur des titres mis en équivalence. Ces tests sont généralement basés sur la valeur d'utilité issue des plans à moyen terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats.</p> <p>Les titres mis en équivalence représentent au 31 décembre 2025 un total de M€ 3 220, pour un total bilan de M€ 7 923 et une quote-part de résultat de M€ 227 pour un résultat net part du groupe de M€ 257.</p> <p>Dans ce contexte, nous avons considéré l'évaluation et la quote-part de résultat des titres mis en équivalence comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans les comptes consolidés, de la multiplicité des entités, de leur gouvernance propre à travers les partenariats hors groupe, et du recours élevé au jugement de la direction qu'implique l'évaluation de ces titres mis en équivalence. Par ailleurs, la quote-part de ce résultat mis en équivalence représente une part significative du résultat de votre groupe.</p>	<p>Nos travaux ont consisté notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none">► examiner le processus d'établissement des comptes consolidés et du dispositif de contrôle afférent, y compris le processus de consolidation des co-entreprises ;► préparer et envoyer des instructions d'audit spécifiques aux auditeurs locaux des entités liées par des partenariats ;► coordonner et directement superviser les travaux réalisés par les auditeurs locaux et prendre connaissance de leurs conclusions et de leurs travaux sur les zones de risques significatives ;► réaliser des procédures de manière centralisée comprenant : (i) la prise de connaissance des travaux de l'audit interne et du contrôle permanent de votre groupe, (ii) l'analyse des écritures de mise en équivalence des participations et (iii) la réalisation de procédures analytiques détaillées sur le résultat ;► prendre connaissance et apprécier la méthodologie retenue pour identifier les indices de perte de valeur des titres mis en équivalence, notamment dans le contexte macro-économique, géopolitique et logistique particulier de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;► effectuer des tests de sensibilité sur les estimations, notamment le coût des capitaux propres et le taux de croissance à long terme utilisés par les co-entreprises détenues conjointement avec les partenaires ;► apprécier les flux de trésorerie retenus dans les plans à moyen et long terme des co-entreprises ;► réaliser des analyses corroboratives à partir des données de marché et des flux de trésorerie actualisés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Stellantis Financial Services Europe par l'assemblée générale du 12 avril 2005 pour le cabinet Forvis Mazars SA et du 10 avril 2024 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la 21^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Levallois-Perret et Paris-La Défense, le 13 mars 2026
Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Maguette Diop

Marjorie Blanc Lourme

Deloitte & Associés
Julien Koscien

Comptes consolidés au 31 décembre 2025

2.1 Bilan consolidé

<i>(En millions d'euros)</i>		31.12.2025	31.12.2024
Actif			
Caisse, banques centrales	3	814	894
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	105	97
Instruments dérivés de couverture		1	-
Titres au coût amorti		23	18
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	5	776	729
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	6, 24	2 524	1 280
Actifs d'impôts courants	25.1	25	15
Actifs d'impôts différés	25.1	57	27
Comptes de régularisation et actifs divers	7	222	168
Participations dans les entreprises mises en équivalence	8	3 220	3 115
Immobilisations corporelles	9	2	2
Immobilisations incorporelles	9	139	164
Ecarts d'acquisition		15	15
Actifs destinés à être cédés		-	206
Total de l'actif		7 923	6 730
Passif			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		2	-
Instruments dérivés de couverture		1	-
Dettes envers les établissements de crédit	10	1 273	748
Dettes envers la clientèle	11	43	104
Dettes représentées par un titre	12	1 170	329
Contrats d'assurance émis – Passif	13	85	85
Passifs d'impôts courants	25.1	49	38
Passifs d'impôts différés	25.1	7	6
Comptes de régularisation et passifs divers	14	219	156
Provisions	15	18	4
Passifs destinés à être cédés		-	133
Capitaux propres		5 056	5 127
- Capitaux propres part du groupe		4 961	5 127
- Capital et réserves liées		842	842
- Réserves consolidées		4 281	4 413
- dont résultat net - part du groupe		257	409
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(162)	(128)
- dont résultat net - part du groupe (part des éléments recyclés par résultat)		-	-
- Intérêts minoritaires		95	-
Total du passif		7 923	6 730

Compte de résultat consolidé

<i>(En millions d'euros)</i>		31.12.2025	31.12.2024
Intérêts nets sur opérations financières avec la clientèle		344	173
- Intérêts et produits au coût amorti	20	333	150
- Autres produits et charges		11	23
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat		14	9
- Intérêts et dividendes sur titres de placements		7	2
- Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement		7	7
Gains ou pertes nets sur titres au coût amorti		6	-
Coût net de refinancement		(170)	(19)
- Intérêts et produits sur opérations interbancaires		45	46
- Intérêts sur emprunts auprès des établissements de crédits	21	(141)	(67)
- Intérêts sur dettes représentées par un titre	22	(52)	6
- Intérêts sur comptes d'épargne sur livret		(22)	(3)
- Intérêts des instruments financiers de couverture		1	-
- Frais d'émission		(1)	(1)
Gains et pertes nets liés à l'hyperinflation		(4)	(10)
Marge sur prestations de services d'assurance	13	37	28
- Produits des contrats d'assurance émis		133	61
- Charges afférentes aux contrats d'assurance émis		(92)	(32)
- Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis		(4)	(1)
Marge sur autres prestations de services		18	15
- Produits		21	16
- Charges		(3)	(1)
Produit Net Bancaire		245	196
Charges générales d'exploitation	23	(48)	(40)
- Personnel		(21)	(22)
- Autres charges générales d'exploitation		(27)	(18)
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	9	(73)	(31)
Résultat brut d'exploitation		124	125
Coût du risque	24	(54)	(22)
Résultat d'exploitation		70	103
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	8	227	325
Autres éléments hors exploitation	1	(22)	(3)
Résultat avant impôt		275	425
Impôt sur les bénéfices	25.2	(14)	(16)
Résultat net		261	409
- dont part du groupe		257	409
- dont intérêts minoritaires		4	-
<i>Résultat net – part du groupe - par action (en euros)</i>		20,6	32,8

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres consolidés

	31.12.2025			31.12.2024		
<i>(En millions d'euros)</i>	Avant impôts	Impôts	Après impôts	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Résultat net	275	(14)	261	425	(16)	409
- dont intérêts minoritaires			4			-
Eléments recyclables par résultat						
Ecart de conversion	(38)	-	(38)	(7)	-	(7)
OCI des coentreprises	(1)	1	-	(1)	-	(1)
Total des éléments recyclables par résultat	(39)	1	(38)	(8)	-	(8)
- dont intérêts minoritaires			(4)			-
Eléments non recyclables par résultat						
OCI des coentreprises	3	-	3	4	(1)	3
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(36)	1	(35)	(4)	(1)	(5)
- dont intérêts minoritaires			(4)			-
Total Résultat et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	240	(13)	227	422	(17)	404
- dont part du groupe			227			404
- dont intérêts minoritaires			-			-

Tableau de variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

	Capital et réserves liées (1)			Ecart d'évaluation - Part du groupe				Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes d'émission, d'apport et de fusion et boni de liquidation	Réserves consolidées	Réévaluation des instruments dérivés de couverture	Ecart actuariels sur engagements de retraite	Ecart de conversion	OCI des coentreprises			
<i>(En millions d'euros)</i>										
Au 31 décembre 2023	199	643	3 983	-	-	(24)	(99)	4 702	-	4 702
Distribution de dividendes par :										
- Stellantis Financial Services Europe	-			-						-
- les autres sociétés	-			-					-	-
Résultat net (2)			409	-	-	-	-	409	-	409
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-	-	-	(27)	22	(5)	-	(5)
Variations liées à l'hyperinflation (2)			13	-	-	-	-	13	-	13
Autre		-	8	-	-	-	-	8	-	8
Au 31 décembre 2024	199	643	4 413	-	-	(51)	(77)	5 127	-	5 127
Distribution de dividendes par :										
- Stellantis Financial Services Europe			(400)					(400)		(400)
- les autres sociétés (3)			-					-	(14)	(14)
Résultat net (2)			257	-	-	-	-	257	4	261
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			6	(1)	-	(7)	(27)	(29)	(4)	(33)
Variations liées à l'hyperinflation (2)			6	-	-	-	-	6	-	6
Autre (3)			(1)	1	-	-	-	-	109	109
Au 31 décembre 2025	199	643	4 281	-	-	(58)	(104)	4 961	95	5 056

Le capital social de 199 millions d'euros, intégralement libéré, est composé de 12 476 246 actions émises.

(1) Comprend le capital, les primes d'émission, d'apport et de fusion de la société mère.

(2) L'application d'IAS 29 entraîne un effet négatif de -6 millions d'euros sur le résultat net (-6 millions d'euros part du groupe), entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur 2025 (dont +6 millions d'euros part du groupe). En 2024, l'application d'IAS 29 a entraîné un effet négatif de -13 millions d'euros sur le résultat net (dont -13 millions d'euros part du groupe), entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur la période (dont +13 millions d'euros part du groupe).

(3) En décembre 2025, Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimentos S.A a procédé à une augmentation de son capital de 109 M€ (soit l'équivalent de 700 millions BRL) qui a été entièrement souscrite par Stellantis Automóveis Brasil LTDA, une société non contrôlée par Stellantis Financial Services Europe. A noter qu'à l'issue de cette opération, la participation de Stellantis Financial Services Europe dans sa filiale brésilienne est passée de 100 % à 69,98 %, d'où les différents impacts au titre des intérêts minoritaires apparus sur l'exercice.

Conformément à IAS 1 - Informations sur le capital, les informations requises sont données dans le paragraphe "Capital" du rapport de gestion.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Résultat avant impôt	275	425
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	74	31
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	61	16
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(227)	(325)
Perte nette/gain net des activités d'investissement	23	-
(Produits)/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	181	91
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôt et des autres ajustements	112	(187)
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	623	435
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 446)	(1 018)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	799	286
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(11)	38
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	203	198
Impôt sur les bénéfices versé	(37)	(21)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	131	(82)
Total flux net de trésorerie de l'activité opérationnelle (A)	518	156
Flux liés aux participations	(39)	96
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nets de la trésorerie acquise	(97)	(4)
- Encaissements liés aux cessions de filiales, nets de la trésorerie cédée	58	2
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence	-	-
- Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence	-	98
- Autres flux liés aux participations	-	-
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(48)	(42)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(48)	(42)
- Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Effet des variations de périmètre	-	-
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(87)	54
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(305)	-
- Décaissements liés aux dividendes payés	(414)	-
- à Stellantis	(400)	-
- aux minoritaires	(14)	-
- Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	109	-
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(2)	(2)
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(307)	(2)
Effets de la variation des taux de change (D)	(7)	7
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	117	215
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	1 011	796
Caisse, Banques centrales (actif & passif)	894	632
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	114	164
Comptes de trésorerie et assimilée classés au sein des « Actifs destinés à être cédés »	3	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 128	1 011
Caisse, Banques centrales (actif & passif)	814	894
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	314	114
Comptes de trésorerie et assimilée classés au sein des « Actifs destinés à être cédés »	-	3

Notes aux états financiers consolidés**Note 1 FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE ET EVOLUTION DU PERIMETRE****A. Faits marquants de la période**

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité des exercices précédents, avec la poursuite du développement des activités de Stellantis Financial Services Europe ("SFSE") au sein de son organisation paneuropéenne, et une croissance soutenue en Amérique du Sud, en particulier au Brésil et en Argentine. L'exercice est également marqué par la finalisation de transactions structurantes engagées en 2024, ainsi que par la poursuite des actions de diversification des sources de refinancement.

En Europe, malgré un marché sous tension, une baisse des volumes d'immatriculations et un mix canal défavorable, la performance de SFSE a continué à bénéficier de l'extension de l'offre de produits à l'ensemble des marques Stellantis, mais aussi des effets bénéfiques de la rationalisation des structures. Par ailleurs, le coût du risque reste maîtrisé, malgré une légère hausse en % des encours nets moyens suite à la revue des modèles. Cependant, la performance au Royaume-Uni a été négativement impactée par l'action en cours du régulateur local, le

Financial Conduct Authority (« FCA ») : la provision au titre du risque de devoir indemniser les clients ayant souscrit des contrats entre 2007 et 2024, sans avoir été informés qu'une partie du coût couvrirait des commissions versées aux distributeurs, a dû être augmentée de 174 millions d'euros dans les comptes consolidés. Cet impact défavorable se répartit entre -161 millions d'euros en Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence, et -13 millions d'euros en Autres éléments hors exploitation car relatifs à la période durant laquelle SFSE n'était pas encore en coopération avec son partenaire bancaire. Les calculs ont été réalisés sur une base multi-scénarios et des analyses de sensibilités ont été menés sur le taux de réclamation des clients. A la date d'arrêt, l'issue des travaux du FCA, ainsi que les modalités et impacts financiers potentiels pour l'industrie, demeurent incertains.

En Amérique du Sud, la dynamique commerciale au Brésil s'est poursuivie, avec à partir de juillet la reprise des financements de la marque Fiat, entraînant un doublement des encours en 2025 vs. 2024. Cette croissance a été assurée grâce au renforcement continu des moyens financiers de Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. : deux augmentations de capital pour un total de 1 milliard de BRL, deux opérations de titrisation publiques non déconsolidantes portant sur 2 milliards de BRL d'encours, et enfin l'émission d'une première offre publique de "Letras Financeiras" ("LF"), pour un montant total de 1,7 milliard de BRL. Cette opération, la plus importante émission de LF réalisée par une banque captive au Brésil, constitue une étape clé de la stratégie de diversification et d'expansion des sources de refinancement visant à soutenir la croissance de l'activité.

Par ailleurs, les opérations annoncées fin 2024 ont été menées à bien : en Chine, PSA Finance Nederland B.V., filiale de SFSE, a finalisé la cession de Stellantis Leasing Services Co., Ltd. En Argentine, après l'obtention des autorisations nécessaires, SFSE a finalisé l'acquisition de 50 % des titres de FCA Compañía Financiera S.A., auprès de Fidis S.p.A., dans le cadre de la réorganisation des activités de financement de Stellantis dans le pays. Enfin l'activité en Turquie a pu être cédée en toute fin d'année.

B. Evolution du périmètre

En mars 2025, SFSE, via sa filiale PSA Finance Nederland B.V. aux Pays-Bas, a cédé son entité chinoise Stellantis Leasing Services Co., Ltd à Fidis S.p.A, une autre société du groupe Stellantis. L'impact de cette cession est une perte de -3 millions d'euros en Autres éléments hors exploitation, principalement liée au recyclage des réserves de conversion dans les comptes consolidés.

En mars 2025, SFSE a procédé à un apport en capital de 300 millions de BRL dans Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A.

En juillet 2025, la société Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. a cédé 1 000 millions de BRL de créances de financement automobile au fonds Stellantis Financiamentos Mobility I. Le fonds a émis des obligations senior (900 millions de BRL) et junior (100 millions de BRL). Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis juillet 2025, par intégration globale comme sa mère.

En décembre 2025, Stellantis Automóveis Brasil LTDA a procédé à un apport en capital de 700 millions de BRL dans Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. A l'issue de cette opération, la participation de SFSE est passée de 100 % à 69,98 %.

En décembre 2025, la société Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. a cédé 1 000 millions de BRL de créances de financement automobile au fonds Stellantis Financiamentos Mobility II. Le fonds a émis des obligations senior (900 millions de BRL) et junior (100 millions de BRL). Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Financiamento e Investimento S.A. conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis juillet 2025, par intégration globale comme sa mère.

En décembre 2025, l'entité PSA Financial Holding B.V. a absorbé l'entité PSA Finance Nederland B.V. Cette opération est sans impact sur les comptes consolidés de SFSE.

En décembre 2025, SFSE a acquis 50 % du capital de FCA Companhia Financeira S.A. A la suite de cette opération, FCA Companhia Financeira S.A. est détenue à part égal (50/50) par SFSE et BBVA. A compter de décembre 2025, La société est consolidée par mise en équivalence.

Fin décembre 2025, Stellantis Financial Services Europ a cédé à TOFAS TURK OTOMOBIL FABRIKASI ANONIM SIRKETI sa filiale turque. BPF Pazarlama A.H.A.S. L'impact de cette cession est une perte de -4,8 millions d'euros en Autres éléments hors exploitation, principalement liée au recyclage des réserves de conversion dans le compte de résultat consolidé.

Partenariats avec Santander Consumer Finance

En avril 2025, la société en partenariat Stellantis Financial Services Italia S.P.A. a cédé 1 010 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds AUTO ABS Italian Stella Loans S.R.L. Le fonds a émis des obligations de classe A1 (442,5 millions d'euros), de classe A2 (444,4 millions d'euros), de classe B (75 millions d'euros), de classe C (30 millions d'euros), de classe D (10 millions d'euros), de classe E (10 millions d'euros) et de classe Z (1,9 millions d'euro). Stellantis Financial Services Italia S.P.A. conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis avril 2025, par mise en équivalence comme sa société mère.

En mai 2025, la société en partenariat CREDIPAR a cédé 526,4 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds Auto ABS French Lease 2025. Le fonds a émis des obligations de classe A (526,4 millions d'euros). CREDIPAR conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis mai 2025, par mise en équivalence comme sa société mère.

En novembre 2025, la société en partenariat Stellantis Financial Services Italia S.P.A. a cédé 1 010 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L. Le fonds a émis des obligations de classe A1 (630 millions d'euros), de classe A2 (270 millions d'euros), de classe B (60 millions d'euros), de classe C (30 millions d'euros), de classe D (10 millions d'euros), et de classe E (10 millions d'euros). Stellantis Financial Services Italia S.P.A. conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis septembre 2025, par mise en équivalence comme sa société mère.

Partenariats avec BNP Paribas Personal Finance

En juin 2025, la société en partenariat Stellantis Bank SA, succursale en Allemagne a cédé 475 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds Ecarat DE SA 2025-2. Le fonds a émis des obligations de classe A (435,8 millions d'euros), de classe B (14,12 millions d'euros), de classe C (10,6 millions d'euros), de classe D (4,8 millions d'euros), de classe E (4,8 millions d'euros) et de classe F (4,8 millions d'euros). Stellantis Bank SA, succursale en Allemagne conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis juin 2025, par mise en équivalence comme sa société mère.

En septembre 2025, la société en partenariat Stellantis Bank SA, succursale en Allemagne a cédé 283,2 millions d'euros de créances de financement automobile au fonds Ecarat DE SA (Lux), Lease 2025-1. Le fonds a émis des obligations de classe A (0,7 millions d'euros), de classe B (57,5 millions d'euros), de classe C (55 millions d'euros), de classe D (45 millions d'euros), de classe E (85 millions d'euros), de classe F (30 millions d'euros) et de classe G (10 millions). Stellantis Bank SA, succursale en Allemagne conserve l'essentiel des résultats opérationnels attachés aux créances cédées au fonds. En conséquence ce dernier est consolidé depuis septembre 2025, par mise en équivalence comme sa société mère.

En décembre 2025, SFSE et BNPP PF ont procédé à un apport en capital de 150 millions d'euro dans Stellantis Bank S.A.

C. Liste des sociétés consolidées

Sociétés	Participation de Stellantis Financial Services Europe				31.12.2025		31.12.2024	
	Code ISO pays	Directe %	Indirecte		Méthode de consolidation	% intérêts	Méthode de consolidation	% intérêts
Filiales								
Financement des ventes hors Europe								
BPF Algérie				PSA Financial Holding B.V.	IG	100	IG	100
BPF Pazarlama A.H.A.S.	DZ	2	98		-	-	IG	100
Stellantis Leasing Services Co.,Ltd	TR	-	-		-	-	IG	100
Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Fin. e Inv. S.A.	CN	-	-		-	-	IG	100
Assurance	BR	69,98			IG	69,98	IG	100
Stellantis Services Ltd	MT	100	-		IG	100	IG	100
Stellantis Insurance Ltd	MT	0,01	99,99	Stellantis Services Ltd	IG	100	IG	100
Stellantis Life Insurance Ltd	MT	0,01	99,99	Stellantis Services Ltd	IG	100	IG	100
Stellantis Insurance Manager Ltd	MT	-	100	Stellantis Services Ltd	IG	100	IG	100
Stellantis Insurance Compania de Seguros S.A.U.	AR	100	-		IG	100	IG	100
Stellantis Corretora de Seguros E Serviços LTDA	BR	-	100	Stellantis Services Ltd	IG	100	IG	100
Autres sociétés								
PSA Finance Nederland B.V.	NL	-	-		-	-	IG	100
PSA Financial Holding B.V.	NL	100	-		IG	100	IG	100
Entités ad hoc								
Stellantis Financiamentos Mobility I	BR	69,98			IG	69,98	-	-
Stellantis Financiamentos Mobility II	BR	69,98			IG	69,98	-	-
Coentreprises	(1)							
Partenariats en Europe :								
- avec Santander Consumer Finance								
Stellantis Financial Services Belux	BE	-	50	Banque Stellantis France	MEE	50	MEE	50
Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A.	ES	50	-		MEE	50	MEE	50
Banque Stellantis France	FR	50	-		MEE	50	MEE	50
Crédipar	FR	-	50	Banque Stellantis France	MEE	50	MEE	50
CLV	FR	-	50	Crédipar	MEE	50	MEE	50
Stellantis Financial Services Italia S.P.A.	IT	50	-		MEE	50	MEE	50
Stellantis Renting S.P.A.								
	IT	-	50	Stellantis Financial Services Italia S.P.A.	MEE	50	MEE	50
Stellantis Insurance Europe Ltd	MT	-	50	Stellantis Services Ltd	MEE	50	MEE	50
Stellantis Life Insurance Europe Ltd	MT	-	50	Stellantis Services Ltd	MEE	50	MEE	50
Stellantis Financial Services Nederland B.V.	NL	-	50	Banque Stellantis France	MEE	50	MEE	50
Stellantis Financial Services Polska sp. z o.o.	PL	50	-		MEE	50	MEE	50
Stellantis Consumer Financial Services Polska sp. z o.o.	PL	-	50	PSA Finance Polska Sp. zo.o.	MEE	50	MEE	50
- avec BNP Paribas Personal Finance								
Stellantis Bank S.A	FR	50	-		MEE	50	MEE	50

Stellantis Bank S.A., succursale en Allemagne		DE	-	-		MEE	50	MEE	50
Stellantis Bank S.A., succursale en Autriche		AT	-	-		MEE	50	MEE	50
Stellantis Financial Services UK Limited		GB	-	50	Stellantis Bank S.A	MEE	50	MEE	50
Partenariat en Argentine, avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria									
PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.		AR	50	-		MEE	50	MEE	50
FCA Compania Financiera S.A.		AR	50	-		MEE	50	-	-
Entités ad hoc	(1)								
- avec Santander Consumer Finance									
FT Auto ABS Belgium Loans 2010 SA		BE	-	-		-	-	MEE	50
FT Auto ABS Spanish Loans 2018		ES	-	-		-	-	MEE	50
FT Auto ABS Spanish Loans 2020-1		ES	-	-		-	-	MEE	50
Auto ABS Spanish Loans 2022-1		ES	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Spanish Loans 2024-1		ES	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS DFP Master Compartment France 2013		FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS French Loans Master		FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS French Leases Master		FR	-	-		MEE	50	MEE	50
FCT Auto ABS LT Leases Master		FR	-	-		-	-	MEE	50
FCT Auto ABS French Leases 2021 - Fonds G		FR	-	-		-	-	MEE	50
Auto ABS French Leases 2023		FR	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS French Loans 2024		FR	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS French Lease 2025		FR	-	-		MEE	50	-	-
Auto ABS Italian Loans 2019		IT	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Rainbow Loan 2020-1 S.r.l.		IT	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Rainbow Loan S.r.l.		IT	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Stella Loans 2023-1 S.R.L.		IT	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L. 2024-1		IT	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L. 2024-2		IT	-	-		MEE	50	MEE	50
Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L.		IT	-	-		MEE	50	-	-
Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L. 2025-2		IT	-	-		MEE	50	-	-
- avec BNP Paribas Personal Finance									
Ecarat 10 Germany		FR	-	-		-	-	MEE	50
Ecarat 11 plc		GB	-	-		-	-	MEE	50
Ecarat 12 plc		GB	-	-		-	-	MEE	50
Auto ABS UK Loans plc		GB	-	-		-	-	MEE	50
Ecarat UK 2024-1 PLC		GB	-	-		MEE	50	MEE	50
FT Auto ABS German Lease Master 2019		DE	-	-		MEE	50	MEE	50
FT Auto ABS German VAC 2021		DE	-	-		MEE	50	MEE	50
FT Auto ABS German Lease Master 2021		DE	-	-		MEE	50	MEE	50
E-Carat DE SA 2024-1		DE	-	-		MEE	50	MEE	50
Ecarat DE SA, Lease 2025.2		DE	-	-		MEE	50	-	-
Ecarat DE SA (Lux), Lease 2025.1		DE	-	-		MEE	50	-	-

(1) cf. Note 8.2 Informations détaillées sur les Partenariats - Coentreprises.

Note 2 PRINCIPES COMPTABLES

En application du Règlement européen CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales à partir du 1^{er} janvier 2005, Stellantis Financial Services Europe a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne et d'application obligatoire à cette date. Il n'existe pas actuellement de différence matérielle chez Stellantis Financial Services Europe entre les IFRS telles que publiées par l'IASB et telles qu'adoptées dans l'Union européenne, y compris en termes de date d'application obligatoire.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et SIC (Standing Interpretations Committee).

Les normes et interprétations appliquées au 31 décembre 2025 sont identiques à celles appliquées au 31 décembre 2024, complétées par les normes et interprétations dont l'application est obligatoire pour la première fois en 2025.

Nouveaux textes IFRS et interprétations IFRIC d'application obligatoire à l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2025

Le nouveau texte d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2025 est le suivant :

Amendement IAS 21 – Absence de convertibilité

A compter du 1^{er} janvier 2025, un amendement à IAS 21 impose de traiter les situations où la monnaie fonctionnelle d'une entité n'est pas librement convertible. Dans ce cas, le taux officiel n'est pas retenu et il convient d'estimer un taux au comptant réaliste en s'appuyant sur des données observables (marché parallèle, transactions réelles). L'analyse s'apprécie en fonction des faits et circonstances et tient compte des restrictions économiques et réglementaires propre à chaque pays.

Pour l'exercice 2025, tous les pays dans lesquels SFSE exerce son activité ont une devise convertible au sens d'IAS 21 révisé, donc le traitement spécifique aux monnaies non convertibles ne s'applique pas.

Nouveaux textes IFRS et interprétations IFRIC non applicables obligatoirement dans l'Union européenne à l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2025

Les nouveaux textes IFRS et interprétations IFRIC non applicables obligatoirement dans l'Union européenne à compter du 1^{er} janvier 2025 sont sans impact significatif pour Stellantis Financial Services Europe.

Format des états financiers

En l'absence de modèle de présentation imposé par le référentiel IFRS, la présentation des états de synthèse consolidés de Stellantis Financial Services Europe est largement inspirée de la Recommandation de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2022-01 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales. Cette Recommandation a été adoptée le 8 avril 2022 par le Collège de l'ANC pour répondre aux exigences de présentation liées à la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance*. Cette recommandation s'est substituée à la Recommandation n° 2017-02 du 2 juin 2017. Elle est applicable depuis la date de première application de la norme IFRS 17, soit le 1^{er} janvier 2023.

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la société Stellantis Financial Services Europe et des sociétés françaises et étrangères composant Stellantis Financial Services Europe, selon les principes de consolidation exposés dans « Méthodes de consolidation » au paragraphe A.1 ci-après.

Les comptes individuels sociaux de Stellantis Financial Services Europe et de ses filiales sont établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays d'activité et sont, pour des raisons d'homogénéité, retraités avant d'être consolidés.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes B à H ci-dessous.

Les entreprises liées correspondent aux entités ayant entre elles les liens suivants : contrôle exclusif, contrôle conjoint et influence notable conformément à la définition précisée par IAS 24 R.

Les comptes consolidés annuels de Stellantis Financial Services Europe ainsi que les notes annexes afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 février 2026.

A. Principes de consolidation**A.1 Méthodes de consolidation**

Conformément à IFRS 10, les sociétés sur lesquelles Stellantis Financial Services Europe détient directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. C'est le cas également pour les sociétés détenues conjointement à 50 %, pour lesquelles la prise de décisions financières et opérationnelles est du ressort ultime de Stellantis Financial Services Europe

Conformément à IAS 28, les sociétés dans lesquelles Stellantis Financial Services Europe détient directement ou indirectement une participation comprise entre 20 et 50 % du capital et exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

A.2 Elimination des transactions internes

En application d'IFRS 10, les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du groupe ainsi que les opérations elles-mêmes (y compris les produits, les charges et les dividendes), sont éliminés.

Selon IAS 28.28, les profits ou les pertes découlant de transactions « d'amont » et « d'aval » entre un investisseur et une entreprise associée/coentreprise ne sont comptabilisés dans les états financiers de l'investisseur qu'à concurrence des intérêts des investisseurs non liés dans cette entreprise associée ou cette coentreprise.

Concernant la question de l'élimination des profits ou des pertes découlant de transactions entre coentreprises/entreprises associées, IAS 28 est muette.

Aussi une interprétation de la norme est-elle appliquée, selon laquelle l'investisseur respecte les exigences d'IAS 28 et d'IFRS 10 par analogie et élimine sa quote-part de tout profit ou perte non réalisé(e). Dans la pratique, cela revient à ne reconnaître que le profit ou la perte multipliée par le produit des pourcentages de détention dans les deux entités.

A.3 Participations dans les entreprises mises en équivalence

Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence qui consiste à comptabiliser initialement la participation au coût et à l'ajuster par la suite pour prendre en compte les changements de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entité émettrice qui surviennent postérieurement à l'acquisition.

Le poste « Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence » du compte de résultat enregistre la quote-part du résultat net des entreprises comptabilisées selon cette méthode.

A.4 Conversion des états financiers libellés en devises

A la clôture de l'exercice, les bilans des sociétés étrangères sont convertis aux cours de clôture communiqués par la Banque Centrale Européenne (BCE). Les éléments des comptes de résultat des sociétés étrangères sont convertis, mois par mois, au cours moyen de chaque mois, à l'exception de l'Argentine. Pour ce pays, dont l'économie est considérée en hyperinflation, les éléments du compte de résultat sont convertis au taux de clôture.

Les pertes ou profits résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont comptabilisés directement dans l'écart de conversion inclus dans les capitaux propres consolidés.

A.5 Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 – *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. En application de cette norme d'une part, et de la réglementation qui s'impose aux banques françaises d'autre part, les opérations libellées en monnaies étrangères sont comptabilisées dans leur devise d'origine. A chaque arrêté comptable, les éléments du bilan en devises étrangères sont réévalués en juste valeur au cours de clôture de la BCE. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat, sur la ligne « Opérations de change ».

Les opérations en devises sont systématiquement couvertes par la mise en place d'instruments dérivés de couverture de change, comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période. L'impact en résultat, qui compense celui des opérations décrites précédemment, est constaté sur la ligne « Opérations de change ». En conséquence, le résultat de change est structurellement non significatif.

A.6 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en accord avec les principes comptables IAS / IFRS, requiert de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations données en notes annexes sur les actifs et passifs éventuels. Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme étant les plus pertinentes et réalisables, compte tenu de l'environnement du groupe et de l'expérience passée.

Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants réels définitifs peuvent s'avérer différents de ceux précédemment estimés.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses font l'objet de revues périodiques ; les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées, conformément à la norme IAS 8 – *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- identification d'indices de perte de valeur des titres mis en équivalence basée généralement sur la valeur d'utilité issue des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats ;
- évaluation des titres de participation mis en équivalence ;
- juste valeur des actifs et passifs à la juste valeur par résultat ;
- valeur recouvrable des prêts et créances sur la clientèle ;
- écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ;
- actifs d'impôts différés ;
- valeur d'utilité des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilisation ;
- provisions ;
- engagements de retraite.

A.7 Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

Evaluation et comptabilisation des dérivés, comptabilisation de couverture

A la date d'entrée en vigueur d'IFRS 9 – *Instruments financiers* le 1^{er} janvier 2018, Stellantis Financial Services Europe a fait le choix de continuer d'appliquer le dispositif relatif à la comptabilité de couverture d'IAS 39.

Les principes de comptabilisation en juste valeur des instruments dérivés, des actifs ou de certains passifs financiers à la juste valeur par résultat, ainsi que la traduction comptable de la méthode de couverture sont détaillés dans le paragraphe C. Actifs et passifs financiers ci-après. Les principes d'évaluation à la juste valeur sont appliqués conformément à la norme IFRS 13.

Imposition différée

Certains retraitements apportés aux comptes sociaux pour les mettre en harmonie avec les principes comptables retenus pour la consolidation, ainsi que certains reports d'imposition dans le temps qui existent dans les comptes sociaux ou qui sont liés aux écritures de consolidation, peuvent dégager des différences temporaires entre la base imposable fiscalement et le résultat retraité. Conformément à la norme IAS 12 – *Impôts sur le résultat*, ces différences donnent lieu, sous réserve de perspectives réelles d'utilisation dans un horizon raisonnable, à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés et sont déterminées en application de la méthode du report variable. Les déficits fiscaux donnent lieu, sous la même réserve, à constatation d'un actif d'impôts différés sur déficits lorsque leur recouvrabilité est probable.

Aucune provision n'est reconnue au titre des impôts différés concernant les bénéfices non distribués des filiales, coentreprises ou entreprises associées du fait que le groupe ne saurait être contraint de matérialiser les différences temporaires sur les résultats non distribués, dans la mesure où ce n'est aucunement prévu dans un futur prévisible. De plus, les impôts courants sont reconnus dès lors que les dividendes à recevoir sont certains et votés par l'Assemblée générale des actionnaires.

B. Immobilisations

B.1 Immobilisations corporelles

Selon la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont amorties linéairement sur les durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

- Constructions	10 à 60 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

L'amortissement est calculé sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Sauf cas particuliers, les valeurs résiduelles sont nulles.

La durée d'utilité de ces actifs est revue, et fait l'objet d'un ajustement si nécessaire, à chaque date d'arrêté comptable.

Suite à l'entrée en vigueur d'IFRS 16 – *Contrats de location* à partir du 1^{er} janvier 2019, tout contrat de location s'analyse par le preneur comme l'acquisition d'un droit d'utilisation d'un actif, pendant la durée du contrat, en contrepartie de l'obligation de payer les loyers.

En conséquence, dès l'origine, Stellantis Financial Services Europe en tant que preneur comptabilise ce droit d'utilisation qui est amorti sur la durée du contrat. En contrepartie, une dette de location est reconnue en autres passifs financiers. Les loyers versés se présentent comme des échéances de remboursement, intégrant une part de capital et une part d'intérêts en compte de résultat. Ainsi, la charge annuelle de location (amortissement et intérêts de la période) est décroissante sur la durée du contrat.

B.2 Immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38 – *Immobilisations incorporelles*, les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la part relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances, sont portés à l'actif du bilan lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Les immobilisations incorporelles ainsi créées, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement des logiciels sont immédiatement portés en charges.

B.3 Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition de titres de sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*, la valeur des écarts d'acquisition est examinée au moins une fois par an, ainsi qu'à l'apparition de tout indice révélateur de perte de valeur.

B.4 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée dans le cas du groupe aux écarts d'acquisition, et seulement dans le cas où l'actif en question est significatif.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) et les écarts d'acquisition sont affectés à l'UGT concernée. Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie, largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs nets de trésorerie actualisés. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée pour la différence et imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

C. Actifs et passifs financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 adoptée par la Commission européenne en novembre 2016, par le biais du Règlement (UE) 2016/2067.

Conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 9, Stellantis Financial Services Europe a choisi comme élément déclencheur de la comptabilisation au bilan la date de transaction. En conséquence, lorsqu'un délai sépare la date de transaction (i.e. engagement) de la date de règlement, l'achat ou la vente de titres fait l'objet d'une comptabilisation au bilan (cf. fin du paragraphes C.2 ci-après).

Depuis 2013, Stellantis Financial Services Europe comptabilise des dépôts à vue de la clientèle en « Dettes envers la clientèle ».

C.1 Instruments dérivés – méthode de couverture

C.1.1 Principes d'enregistrement des dérivés et des couvertures

Tous les instruments dérivés sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. Sauf exception relative à la couverture, détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet de couvrir le risque de variation de valeur de tout élément d'actif ou de passif, du fait de l'évolution des taux ou du change ;
- une couverture de flux futurs de trésorerie permet de couvrir les variations de valeur des flux futurs de trésorerie attachés à des actifs ou des passifs existants ou futurs.

La comptabilité de couverture est applicable dans les conditions restrictives suivantes :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place,
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine,
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée également a posteriori, à chaque date d'arrêté comptable.

L'application de la comptabilité de couverture a pour conséquence :

- dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur, la partie couverte des éléments d'actifs ou de passifs est corrigée à concurrence de la variation de sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat, où elle est neutralisée pour la part efficace de la couverture par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture. Dans les états financiers, ces corrections de valeur des actifs et passifs financiers couverts sont positionnées dans les postes « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », respectivement à l'actif pour les encours de crédit couverts, au passif pour les dettes couvertes. Conformément à IAS 39.92, l'ajustement réalisé au titre de la variation de juste valeur imputable à l'élément couvert fait l'objet d'un amortissement au compte de résultat lorsqu'il porte sur la valeur comptable d'un portefeuille d'éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt et comptabilisé au coût amorti. Cet amortissement sur la durée résiduelle moyenne du portefeuille couvert débute lorsque l'élément couvert cesse d'être ajusté des variations de juste valeur attribuables au risque couvert (c'est-à-dire lors de l'arrêt de la comptabilité de couverture). Ceci est appliqué pour Stellantis Financial Services Europe et ses filiales, tandis que ce sont les modalités d'application des partenaires qui s'imposent dans les sociétés mises en équivalence.
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie en capitaux propres. Les montants enregistrés en capitaux propres sont ultérieurement repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation en résultat des éléments couverts.

La part inefficace de la variation de valeur des instruments de couverture, quelle que soit la stratégie retenue, est systématiquement enregistrée au compte de résultat.

C.1.2 Présentation des dérivés dans les états financiers

Au bilan :

- la juste valeur des dérivés est présentée pour son montant net d'intérêts courus non échus ;
- la juste valeur positive des dérivés utilisés à des fins de couverture est présentée à l'actif dans le poste « Instruments dérivés de couverture », le même poste au passif enregistre la juste valeur négative des dérivés de couverture ;
- les dérivés non utilisés à des fins de couverture sont présentés dans les postes « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » en cas de juste valeur positive ; en cas de juste valeur négative, ils sont présentés en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Dans le compte de résultat :

- l'effet en résultat des variations de valeur des dérivés de couverture, utilisés en stratégie de couverture de juste valeur, est présenté dans la même catégorie que celui des éléments couverts ;
- la part inefficace des variations de juste valeur des dérivés de couverture de flux futurs de trésorerie est également enregistrée dans le poste « Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture » ;
- l'effet en résultat des variations de valeur des dérivés non utilisés à des fins de couverture, est positionné en « Trading », exception faite :
 - des dérivés utilisés en couverture économique des placements de la trésorerie, dont la variation de valeur est enregistrée dans le poste « Variation de juste valeur des titres avec option juste valeur » ;
 - des dérivés utilisés en couverture économique de certaines dettes comptabilisées en juste valeur par résultat, dont la variation de valeur est enregistrée dans le poste « Variation de juste valeur du refinancement avec option juste valeur ».

La norme IFRS 13 implique de présenter les techniques d'évaluation des actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur, ainsi que les hiérarchies de celles-ci (niveaux 1, 2 ou 3). Les techniques d'évaluation doivent maximiser l'utilisation de données observables sur le marché.

Ces techniques sont classées selon une hiérarchie à trois niveaux (par ordre décroissant de priorité) qui reprend celle d'IFRS 7 pour les instruments financiers :

- **niveau 1** : prix coté (sans ajustement) sur un marché actif pour un instrument identique ;

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix.

- **niveau 2** : évaluation utilisant uniquement des données observables sur un marché actif pour un instrument similaire ;

- **niveau 3** : évaluation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable.

Les évaluations dans le bilan sont de niveaux 1 ou 2, signalées dans les notes annexes concernées. Seule la note spécifique sur la « Juste valeur des actifs et passifs financiers » utilise des techniques d'évaluation de niveau 3, dont la description détaillée est donnée dans la Note 19.

C.2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat correspondent notamment aux placements des liquidités.

Ces titres sont évalués selon l'option de juste valeur : les variations de juste valeur des titres sont comptabilisées en résultat et corrigées par les variations de juste valeur des swaps couvrant économiquement ces titres, le cas échéant. Une partie des liquidités est également constituée de parts d'OPCVM : elles ne sont pas consolidables au regard des critères de contrôle ou de détention de la majorité des risques et avantages (cf. IFRS 10 – *Etats financiers consolidés* et l'amendement IAS 27 – *Etats financiers individuels*).

Sont également enregistrés en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » :

- les valeurs positives des autres instruments dérivés non utilisés à des fins de couverture au sens de la norme IAS 39 ;
- les titres à recevoir, dès la date de transaction.

C.3 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste intègre les dettes financières ayant fait l'objet d'une option pour une comptabilisation à la juste valeur par résultat. Cette option est exercée ponctuellement dans le but d'améliorer la présentation des états financiers en permettant de rendre symétriques les variations de valeur de dérivés couvrant économiquement le risque de taux de ces dettes, et la variation de valeur de ces mêmes dettes. Les variations de valeur de ces dettes intègrent alors celles du spread émetteur de Stellantis Financial Services Europe. Au 31 décembre 2025, il n'y a pas de dette en option juste valeur.

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat enregistrent également les valeurs négatives des dérivés non utilisés à des fins de couverture, au sens de la norme IAS 39, ce qui est le cas notamment des swaps de taux couvrant économiquement les actifs ou les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

C.4 Prêts et créances sur la clientèle

Les différentes catégories de clientèle sont présentées dans le paragraphe F. Information sectorielle ci-après.

Les encours de crédit à la clientèle sont répartis par type de financement :

- **Les financements regroupant les natures de crédit suivantes**, telles que définies par la réglementation bancaire française :

- Vente à crédit,
- Location avec option d'achat,
- Location longue durée.

Les financements ci-dessus mentionnés sont essentiellement à destination des segments de clientèle suivants :

- **Client final** :

○ **Retail** (particuliers, petites entreprises ou entreprises de taille plus importante, ne répondant pas aux critères des portefeuilles Corporate, Souverains, Banques et Administrations locales),

○ **Corporate et assimilés** (qui regroupent les portefeuilles Corporate hors réseau, Souverains, Banques et Administrations locales),

- et accessoirement à destination du segment **Corporate réseau**.

- **Les financements de stocks de véhicules ou de pièces de rechange**, tels que définis par la réglementation bancaire française.

Les financements ci-dessus mentionnés sont essentiellement à destination du segment **Corporate réseau**.

- **Les autres créances** (crédits à l'équipement, crédits revolving, etc...) et comptes ordinaires de la clientèle.

C.4.1 Valorisation des encours au coût amorti

Les encours de crédit figurant au bilan correspondent à l'engagement financier net de Stellantis Financial Services Europe. Ainsi, le capital restant dû des créances sur la clientèle, majoré des créances rattachées et hors effet de l'application de la comptabilité de couverture (cf. paragraphe C.4.3 ci-après), intègre également :

- les commissions versées aux prescripteurs ainsi que les charges administratives directes externes engagées pour mettre en place ces crédits, qui augmentent les encours de crédit ;
- les participations reçues des marques ainsi que les frais de dossier restant à étaler, qui viennent minorer les encours de crédit ;
- les dépôts de garantie reçus lors de la mise en place de contrats de crédit-bail, qui viennent minorer les encours de crédit.

Cette valorisation des encours au coût amorti représente la meilleure estimation de l'exposition maximale au risque de contre partie sur ce poste.

Les produits d'intérêts comptabilisés correspondent au rendement actuariel tiré des flux de trésorerie à recouvrer, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

C.4.2 Crédit-bail et location longue durée

Conformément aux normes IFRS 16 – *Contrats de location* et IFRS 9 – *Instruments financiers*, en dehors des véhicules de démonstration loués dans le cadre du nouveau modèle de distribution « New Retailer Model », les véhicules loués à la clientèle sont comptabilisés en substance comme des crédits, car Stellantis Financial Services Europe ne détient pas les risques et avantages liés à la propriété du véhicule.

Les loyers et amortissements relatifs à ces immobilisations sont ainsi retraités afin de présenter l'ensemble de ces opérations comme des encours de crédit.

Les véhicules de démonstration loués dans le cadre du nouveau modèle de distribution « New Retailer Model » sont classés en location simple en raison du non-transfert des risques et avantages inhérents à la propriété des véhicules. Cette qualification tient également compte de la durée des contrats, nettement inférieure à la durée de vie économique des véhicules. En application d'IAS 16 – *Immobilisations corporelles*, les véhicules faisant l'objet de contrats de location simple sont comptabilisés comme des immobilisations corporelles, à l'actif du bilan pour leur valeur brute, nette du cumul des amortissements et dépréciations. Les amortissements sont calculés sur une base amortissable correspondant à la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle en fin de contrat et sont rapportés au résultat de manière linéaire sur la durée restante du contrat. La valeur résiduelle est estimée en date d'acquisition et est revue à minima chaque trimestre. Les dépréciations sont déterminées et comptabilisées conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*.

Au compte de résultat, les revenus locatifs sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location.

C.4.3 Couverture du risque de taux des encours de crédit

Les encours de crédit font majoritairement l'objet de couvertures les immunisant contre le risque de taux. L'application de la comptabilité de couverture, dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur, entraîne la correction de la valeur de la partie couverte des encours, par contrepartie du résultat (cf. paragraphe C.1.1 Principes d'enregistrement des couvertures ci-avant).

C.4.4 Dépréciations sur les encours de crédit

Les dépréciations sont isolées dans des postes spécifiques.

Les différentes catégories de clientèle sont présentées dans le paragraphe F. Information sectorielle ci-après.

Conformément à la norme IFRS 9, les encours de crédit font l'objet d'une dépréciation pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses) dès la date de première comptabilisation.

Les instruments financiers concernés sont classés en trois catégories (« stages ») dépendant de l'évolution de la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale.

Stellantis Financial Services apprécie, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêtée selon la méthodologie décrite dans la première partie de la présente note. L'analyse de l'évolution du risque de crédit conduit Stellantis Financial Services Europe à classer ses opérations par niveau de risque.

Une dépréciation est enregistrée sur les encours de chacun de ces stages suivant les modalités présentées ci-dessous :

Stage 1 :

Il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est comptabilisée, pour ces encours, à hauteur des pertes attendues à un an. Les produits d'intérêts relatifs à ces encours sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Stage 2 :

Les encours sains, pour lesquels est constatée une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, sont transférés en stage 2. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité). Les produits d'intérêts se rapportant à ces encours sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Stage 3 :

Les encours dits « dépréciés » au sens de la norme IFRS 9 sont classés en stage 3. Il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument (pertes attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties. Les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.

Passages en pertes :

Stellantis Financiamentos étant la seule filiale de SFSE à enregistrer des comptes clients au 31 décembre 2025, le passage en pertes ne concerne donc que les encours brésiliens consolidés au sein de SFSE.

Au Brésil, les créances sont dépréciées et les contrats transférés en perte lorsqu'ils atteignent 12 mois de retard selon les réglementations de la BACEN et lors de la reprise du véhicule, la différence entre la valeur estimée de revente et le montant restant dû est également considérée comme une perte. La perte est constatée dès les comptes sociaux. La dépréciation antérieurement comptabilisée est reprise en résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité en « Coût du risque » au compte de résultat.

C.5 Dettes financières

La comptabilisation initiale des dettes traduit la ressource financière nette perçue. Ainsi, outre le principal des dettes contractées, majoré des intérêts courus, y sont intégrés :

- les frais d'émission, de courtage ou de montage,
- les différentes formes de primes d'émission ou de remboursement.

Les charges d'intérêts comptabilisées correspondent au coût actuariel tiré des flux de trésorerie à rembourser, évalués au taux d'intérêt effectif (TIE).

C.5.1 Couverture du risque de taux des dettes financières

Les dettes financières couvertes par des swaps de taux d'intérêt font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur. La valeur de ces dettes est corrigée de la variation de valeur de leur partie couverte, par contrepartie du compte de résultat, neutralisant ainsi les variations de juste valeur des instruments de couverture, dans la mesure de leur efficacité (cf. paragraphe C.1.1 Principes d'enregistrement des couvertures, ci-avant).

D. Activités d'assurance

La norme IFRS 17 sur les contrats d'assurance, qui a remplacé la norme transitoire IFRS 4, a été publiée le 18 mai 2017 par l'IASB. Le règlement européen d'adoption de la norme IFRS 17 a été publié le 23 novembre 2021.

IFRS 17 est entrée en vigueur de manière obligatoire pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2023.

Stellantis Financial Services Europe avait appliqué l'amendement IFRS 4 : *Contrats d'assurance* – exemption provisoire d'application d'IFRS 9 lui permettant de bénéficier de la prolongation de l'exemption de l'application de la norme IFRS 9 – *Instruments financiers* pour ses entités du domaine de l'assurance, afin d'aligner la date d'entrée en vigueur de cette dernière sur celle de la norme IFRS 17 – *Contrats d'assurance* à venir, soit le 1^{er} janvier 2023.

Ses premiers états financiers reflétant l'application de cette norme ont été ceux au 30 juin 2023.

La norme IFRS 17 pose les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et indique les informations à fournir concernant les contrats d'assurance dans le champ d'application de la norme. La définition d'un contrat d'assurance n'a pas été modifiée par rapport à IFRS 4, à l'exception de l'appréciation du risque d'assurance important qui doit s'effectuer sur la base d'une valeur actuelle.

Une entité doit appliquer la norme IFRS 17 aux :

- contrats d'assurance (y compris les contrats de réassurance) qu'elle émet ;
- contrats de réassurance qu'elle détient ;
- contrats d'investissement avec éléments de participation discrétionnaire qu'elle émet, à condition qu'elle émette aussi des contrats d'assurance.

Selon IFRS 17, un ensemble ou une série de contrats d'assurance conclus avec une même contrepartie ou avec des contreparties qui lui sont liées peut exercer, ou être destiné à exercer, un effet commercial d'ensemble. La norme prévoit qu'il peut par conséquent être nécessaire, pour pouvoir communiquer la substance de ces contrats, de traiter l'ensemble ou la série collectivement. Après revue des contrats des entités d'assurance, aucune combinaison de contrats n'a été jugée nécessaire.

Concernant la séparation des composantes d'un contrat d'assurance, aucun dérivé incorporé, aucune composante investissement distincte, aucune promesse de fournir au titulaire de police des biens distincts ou des services distincts autres que les services prévus au contrat d'assurance n'ont été identifiés.

Les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe qui sont dans le champ de la norme IFRS 17 sont :

- deux sociétés maltaises intégrées globalement : Stellantis Insurance Ltd, Stellantis Life Insurance Ltd. L'effet de l'application d'IFRS 17 à l'entité PCA Compañia de Seguros S.A. étant non significatif pour Stellantis Financial Services Europe, la norme n'a pas été appliquée à cette société ;
- deux sociétés maltaises mises en équivalence : Stellantis Insurance Europe Ltd et Stellantis Life Insurance Europe Ltd.

En application de la norme IFRS 17, les contrats d'assurance sont évalués selon une méthode fondée sur une estimation des flux futurs de trésorerie rattachés à l'exécution des engagements de l'assureur (« fulfilment value »).

Trois modèles sont définis dans la norme.

Dans le modèle général de base dit « GMM – General Measurement Model » ou « BBA – Building Block Approach », l'évaluation des contrats fondée sur la valeur de réalisation des passifs chez le détenteur du portefeuille repose sur trois composantes :

- des flux de trésorerie futurs attendus au titre du contrat (y compris entre autres les flux sur les primes, les prestations, les frais) pondérés par leur probabilité et actualisés pour tenir compte de la valeur temps de l'argent ;
- une marge pour risque qui représente la marge/compensation que demanderait un acteur du marché pour couvrir l'incertitude sur les flux de trésorerie futurs ; et
- une marge de service contractuelle (« CSM – Contractual Service Margin ») représentant le profit non acquis au titre du contrat.

Le modèle « PAA – Premium Allocation Approach » ou « approche par répartition de la prime », une approche simplifiée, a été introduite et peut être retenue sur option dès lors que :

- la période de couverture du contrat d'assurance au moment de la comptabilisation initiale n'excède pas un an (au sens de la frontière des contrats définie par IFRS 17) ; ou
- si l'application de la méthode simplifiée représente une approximation raisonnable des évaluations obtenues selon le modèle général de base. Selon cette approche, lors de l'évaluation initiale, l'évaluation du passif d'assurance est égale à la prime reçue lors de la comptabilisation initiale, minorée des frais d'acquisition (sauf si le choix a été fait de comptabiliser les frais d'acquisition directement en charges). Lors des évaluations ultérieures, l'évaluation initiale des passifs d'assurance est ajustée en ajoutant les primes reçues et en soustrayant le montant de revenu comptabilisé en résultat au titre de la couverture d'assurance de la période. Lors de la survenance des sinistres, les passifs d'assurance au titre des sinistres survenus sont évalués de la même manière que celle prescrite par le modèle général.

Enfin, avec le modèle adapté dit « VFA - Variable Fee Approach », l'IASB a décidé d'adapter le modèle général pour certains contrats participatifs en introduisant une approche dite « commissions variables ».

Cette approche concerne les contrats participatifs dits « directs » qui répondent aux critères suivants :

- les termes contractuels prévoient que l'assuré participe à une quote-part d'éléments sous-jacents clairement identifiés ;
- l'entité s'attend à payer une part substantielle du rendement obtenu sur la juste valeur des éléments sous-jacents à l'assuré ;
- l'entité s'attend à ce qu'une part substantielle des montants versés à l'assuré varie en fonction des variations de juste valeur des éléments sous-jacents.

Aucun des contrats d'assurance émis ne sont participatifs donc ce troisième modèle n'est pas appliqué chez Stellantis Financial Services Europe. Les modèles d'évaluation PAA et GMM sont utilisés par les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe, dont les contrats d'assurance peuvent être répartis comme suit :

- les contrats directement éligibles au modèle PAA en raison d'une période de couverture d'un an ou moins ;
- les contrats non directement éligibles au modèle PAA en raison d'une période de couverture supérieure à un an parmi lesquels :
 - o les contrats identifiés comme éligibles au modèle PAA à la suite des tests d'éligibilité (aucun au 31 décembre 2025) ;
 - o les contrats identifiés comme non éligibles au modèle PAA à la suite de l'évaluation du management consécutif aux tests d'éligibilité, et pour lesquels le modèle GMM sera appliqué.

En ce qui concerne le niveau d'agrégation des contrats l'« unité de compte » (aussi appelée « cohorte » ou « groupes ») sous IFRS 17 repose sur trois dimensions :

- les portefeuilles de contrats qui comportent des risques similaires et sont gérés ensemble ;
- les niveaux de profitabilité du portefeuille permettant notamment d'isoler les contrats déficitaires ;
- les cohortes annuelles qui consistent à ne pas regrouper, au sein de la même « unité de compte », des contrats émis à plus d'un an d'intervalle. Les contrats d'assurance des entités d'assurance maltaises sont divisés en portefeuilles, puis subdivisés par niveau de rentabilité et enfin en cohortes annuelles.

Les principales autres modalités d'application d'IFRS 17 au niveau de Stellantis Financial Services Europe sont présentées ci-dessous :

- composition de la meilleure estimation pondérée par les probabilités des flux de trésorerie d'exécution : les flux de trésorerie comprennent les primes, une estimation des sinistres, les frais d'acquisition (pour les contrats évalués selon le modèle GMM) et les charges directement attribuables à la fourniture de services d'assurance ;

- taux d'actualisation : les entités dans le champ d'application d'IFRS 17 ont le choix de comptabiliser l'impact de changements des taux d'actualisation en résultat net ou de le ventiler entre le résultat net et les autres éléments du résultat global. Le choix a été fait de comptabiliser l'impact de changements des taux d'actualisation en résultat net étant donné que la majorité des actifs financiers des entités maltaises sont évalués à la juste valeur. Le taux d'actualisation est déterminé selon l'approche ascendante (« bottom-up approach ») ;
- ajustement au titre du risque non financier : selon IFRS 17, « l'entité doit ajuster l'estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour refléter l'indemnité qu'elle exige pour la prise en charge de l'incertitude entourant le montant et l'échéancier des flux de trésorerie qui est engendrée par le risque non financier. » La méthodologie utilisée pour déterminer l'ajustement au titre du risque non financier est la « Tall Value at Risk ». Le niveau de confiance utilisé pour déterminer cet ajustement est le 80^{ème} centile.
- marge sur services contractuels : elle est définie par IFRS 17 comme la composante de la valeur comptable de l'actif ou du passif afférente à un groupe de contrats d'assurance, qui représente le profit non acquis que l'entité comptabilise à mesure qu'elle fournit les services prévus aux contrats d'assurance de ce groupe. A chaque période, l'entité comptabilise en résultat net un montant de la marge sur services contractuels du groupe de contrats d'assurance pour représenter les services prévus aux contrats d'assurance fournis au titre de ce groupe au cours de la période. La marge sur services contractuels et sa reconnaissance en compte de résultat sont calculées sur la base des unités de couverture au niveau des cohortes. Les unités de couverture sont définies selon le produit, en estimant l'ampleur d'un sinistre à tout moment au cours de la durée de vie du contrat ;
- traitement des frais d'acquisition : l'entité peut choisir de comptabiliser les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition en charges au moment où elle engage ces coûts pour les contrats d'assurance évalués selon le modèle PAA, ou les amortir sur la période de couverture. Les entités maltaises ont choisi de comptabiliser les flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition en charges au moment où ces coûts sont engagés étant donné sa plus grande simplicité opérationnelle et son impact non significatif en compte de résultat ;
- valeur temps de l'argent : selon IFRS 17, pour les contrats éligibles au modèle PAA, l'entité n'est pas tenue d'ajuster la valeur comptable du passif au titre de la couverture restante pour refléter la valeur temps de l'argent et l'effet du risque financier si, au moment de la comptabilisation initiale, elle s'attend à ce que le temps qui s'écoule, pour chaque partie des services, entre le moment où elle fournit la partie des services en question et la date d'échéance de la prime qui s'y rattache n'excède pas un an. Pour les contrats comptabilisés selon le modèle PAA, les entités maltaises ne calculent pas d'intérêts capitalisés sur le passif au titre de la couverture restante dans ces situations ;
- reconnaissance du revenu : selon IFRS 17, pour les contrats comptabilisés selon le modèle PAA, l'entité doit répartir le montant des encaissements de primes attendus entre les périodes de services prévus aux contrats d'assurance :
 - o en fonction de l'écoulement du temps ; mais
 - o si le rythme attendu de dégagement du risque au cours de la période de couverture diffère considérablement du rythme d'écoulement du temps, en fonction de l'échéancier suivant lequel elle s'attend à engager les charges afférentes aux activités d'assurance. Il n'y a pas de groupes de contrats qui ont été identifiés où le modèle de dégagement du risque diffère de manière significative du rythme d'écoulement du temps. En d'autres termes, il n'y a pas de saisonnalité au niveau des sinistres.

Par conséquent, pour les groupes de contrats évalués dans le cadre au modèle PAA, le rythme de reconnaissance du revenu est proportionnel au rythme d'écoulement du temps (c'est-à-dire linéaire).

Concernant un groupe de contrats de réassurance détenus, la période de prise en compte est à compter du premier des éléments suivants :

- le début de la période de couverture du groupe de contrats de réassurance détenus ; et
- la date à laquelle l'entité reconnaît un groupe de contrats d'assurance sous-jacents déficitaires, si l'entité a conclu le contrat de réassurance correspondant faisant partie du groupe de contrats de réassurance détenus à cette date ou avant celle-ci.

Les contrats de réassurance détenus ne peuvent pas être onéreux. Des hypothèses cohérentes sont à utiliser pour mesurer les estimations de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs pour le groupe de contrats de réassurance détenus et les estimations de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs pour le(s) groupe(s) de contrats d'assurance sous-jacents. En outre, l'entité doit inclure dans les estimations de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs pour le groupe de contrats de réassurance détenus l'effet de tout risque de non-exécution par l'émetteur du contrat de réassurance, y compris les effets des garanties et des pertes issues des litiges. Une entité doit déterminer aussi l'ajustement de risque pour le risque non financier de manière à ce qu'il représente le montant du risque transféré par le détenteur du groupe de contrats de réassurance à l'émetteur de ces contrats.

Une entité doit également :

- ajuster la marge de service contractuelle d'un groupe de contrats de réassurance détenus, et, par conséquent, reconnaître un revenu, lorsque l'entité constate une perte lors de la comptabilisation initiale d'un groupe de contrats d'assurance sous-jacents onéreux ou lors de l'ajout de contrats d'assurance sous-jacents onéreux à un groupe ;
- établir un composant de récupération des pertes de l'actif pour la couverture restante d'un groupe de contrats de réassurance détenus représentant la récupération des pertes détermine les montants présentés dans le résultat comme des reprises de pertes issues des contrats de réassurance détenus et est donc exclu de l'allocation des primes payées au réassureur.

Les variations des flux de trésorerie de réalisation résultant de modifications du risque de non-exécution par l'émetteur d'un contrat de réassurance détenu ne sont pas liées au service futur et ne doivent pas ajuster la marge de service contractuelle.

En ce qui concerne l'identification et la gestion des risques d'assurance, l'adoption d'IFRS 17 n'a pas modifié l'identification et la gestion des contrats d'assurance par les entités d'assurance par Stellantis Financial Services Europe. Le principal risque d'assurance de tout contrat d'assurance est la possibilité que l'événement assuré se produise et l'incertitude quant au montant de la réclamation qui en résulte. De par la nature même d'un contrat d'assurance, ce risque est fortuit. Les termes et conditions des contrats définissent les bases de détermination de la responsabilité des entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe en cas de survenance de l'événement assuré.

Pour un portefeuille de contrats d'assurance où la théorie des probabilités est appliquée à la tarification et au provisionnement, le principal risque auquel les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe sont confrontées dans le cadre de leurs contrats d'assurance est que les sinistres réels et les paiements de prestations dépassent la valeur comptable de leurs passifs d'assurance. Cela peut se produire parce que la fréquence ou la gravité des sinistres est supérieure à celle estimée. Les événements d'assurance sont aléatoires ; et le nombre réel de réclamations peut varier d'une année à l'autre par rapport aux estimations établies à l'aide de techniques statistiques.

L'expérience montre que plus le portefeuille de contrats d'assurance similaires est important, plus la variabilité du résultat attendu est faible. De plus, un portefeuille plus diversifié est de manière générale moins susceptible d'être affecté par un changement dans un sous-ensemble du portefeuille. Les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe sont présentes dans un certain nombre d'activités d'assurance et évaluent leur exposition au niveau de chaque activité ; cependant, elles mettent davantage l'accent sur l'évaluation de l'ensemble des activités d'assurance. La stratégie de souscription des entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe consiste à diversifier le type de risque d'assurance accepté et au sein de chaque catégorie ; elles cherchent à atteindre une population à risque suffisamment large afin de réduire la variabilité du résultat attendu. Les entités d'assurance de Stellantis Financial Services Europe opèrent également dans plusieurs pays d'Europe.

Stellantis Financial Services Europe présente ses comptes d'après le format proposé par la Recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2022-01 du 8 avril 2022, selon les modalités suivantes :

o Contrat d'assurance

au compte de résultat, les postes additionnels relatifs aux activités d'assurance exercées sont présentés au sein du Produit Net Bancaire. En particulier, les charges générales d'exploitation directement rattachables aux contrats d'assurance sont présentées au sein du Produit Net Bancaire ;

au bilan, les postes spécifiques aux activités d'assurance exercées sont créés. S'agissant des placements des activités d'assurance, Stellantis Financial Services Europe n'a pas retenu leur présentation dans un poste distinct de l'actif mais leur ventilation dans les catégories comptables de l'activité bancaire.

o Contrat de réassurance détenu :

Au compte de résultat, les opérations sont présentées dans les rubriques « Produits et charges liés aux contrats de réassurance détenus » et « Produits financiers ou charges financières liés aux contrats de réassurance détenus ». SFSE a choisi de présenter les produits ou charges d'un portefeuille de contrats de réassurance détenus, autres que les produits ou charges financiers d'assurance, sous forme d'un montant unique plutôt que de présenter séparément les montants récupérés auprès du réassureur et l'affectation des primes payées, qui ensemble donnent un montant net égal à ce montant unique.

Du côté des actifs du bilan, les opérations sont présentées dans la rubrique « Contrats de réassurance détenus – Actifs ».

E. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 – *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Dans le cas de restructuration, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

Les effets d'actualisation sont comptabilisés uniquement lorsqu'ils sont significatifs.

F. Information sectorielle

En application d'IFRS 8, Stellantis Financial Services Europe a identifié les quatre segments suivants, en convergence avec le dispositif prudentiel (portefeuilles dits « Bâle II ») :

- **Client final** :

- **Retail** : ce segment fait essentiellement référence à la clientèle des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

- **Corporate et assimilés** : ce segment fait référence à toute :

- société appartenant à un groupe multinational ou dont l'encours global dépasse un seuil fixé par pays (Corporate hors réseau),
- clientèle émanant directement d'une structure étatique ou gouvernementale (Souverains),
- entreprise bancaire ou entreprise d'investissement soumise à un dispositif de surveillance et de réglementation par les autorités de tutelle bancaire (Banques),
- administration régionale ou locale (Administrations locales).

- **Corporate réseau** : ce segment fait référence aux réseaux propres ou indépendants des marques STELLANTIS, aux importateurs de véhicules neufs des marques STELLANTIS de certains pays, ainsi qu'à certains marchands de véhicules d'occasion.

- **Assurance et services** : ce segment fait référence :

- aux prestations de services d'assurance réalisées par les captives d'assurance à leur holding maltaise, l'entité d'assurance en Argentine ainsi qu'à l'activité de propre assureur en Belgique et aux Pays-Bas ;
- aux autres prestations de services commercialisées par les sociétés de financement.

Une ventilation par segment des principaux postes du bilan et du compte de résultat est donnée dans la Note Information sectorielle

G. Engagements de retraite

Les engagements de retraite du groupe sont localisés dans les entités mises en équivalence. Les salariés du groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite. Le groupe offre ces avantages à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond à ces cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Les engagements de retraite du groupe sont essentiellement localisés dans les entités mises en équivalence.

Conformément à la norme IAS 19 – *Avantages du personnel*, dans le cadre des régimes de prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par des actuaires indépendants, suivant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de départ à la retraite,
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de rotation du personnel.

Pour les principaux régimes, ces évaluations sont effectuées deux fois par an pour les clôtures semestrielles et annuelles, et tous les trois ans pour les autres régimes, sauf lorsque des modifications d'hypothèses ou de fortes modifications de données démographiques nécessitent des chiffrages à une fréquence plus rapprochée.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts actuariels sont comptabilisés en « Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres », qui sont non recyclables dans le compte de résultat.

En cas de modification des avantages accordés par un régime, les effets des changements de régimes de retraite postérieurs au 1^{er} janvier 2012 sont intégralement comptabilisés dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont intervenus, en « Résultat d'exploitation ».

Ainsi, pour chaque plan à prestations définies, le groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime.

En outre, en cas d'obligation minimum de financement imposée par la loi ou par un règlement de plan de retraite, lorsque le groupe n'a pas un droit inconditionnel à remboursement sur les fonds au sens de l'interprétation IFRIC 14, le plafonnement de l'actif s'en trouve affecté. Que le plan soit en déficit ou en surplus, une provision complémentaire est comptabilisée au titre de la quote-part non disponible de la valeur actualisée des contributions minima afférentes à des services passés qui, une fois payées, après avoir comblé le déficit constaté au sens de la norme IAS 19, donneraient lieu à un surplus excédant le plafond déterminé conformément à cette norme.

Ainsi, la charge nette de l'exercice des retraites à prestations définies correspond à la somme :

- du coût des services rendus et passés (en Résultat d'exploitation, en « Charges générales d'exploitation Personnel ») ;
- de la charge de désactualisation de l'engagement, nette du produit de rendement des actifs de couverture du plan (en Résultat hors exploitation, en « Produits ou Charges des engagements sociaux »).

Ces deux composantes (désactualisation et rendement des actifs) sont déterminées sur la base du taux d'actualisation des engagements ;

- et de la variation de la provision IFRIC 14 éventuelle (en Résultat hors exploitation, en « Produits ou Charges des engagements sociaux »).

H. Engagements par signature

Conformément aux exigences de la norme IFRS 9, les engagements irrévocables donnés ou reçus par les sociétés du groupe sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur (engagements de financement irrévocables donnés à la clientèle, qui correspondent à la période entre la promesse de financement faite au client et la mise en place effective du crédit ; engagements de garantie ; autres engagements reçus ou donnés...). Les conditions de ces engagements étant proches des conditions de marché, leur juste valeur est nulle.

Les dépréciations des engagements de financement ou de garantie sont enregistrées en provisions. Ces engagements par signature sont repris pour leur montant nominal dans la Note 19 – Autres engagements.

Les engagements représentatifs des instruments financiers à terme de taux ou de change sont traités au paragraphe C.1 ci-avant et sont présentés en valeur nominale dans la Note 16 – Instruments financiers à terme.

Note 3 Caisse, banques centrales

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Caisse	-	-
Banques centrales (1)	814	894
- dont réserves obligatoires auprès de la Banque de France	-	-
Total	814	894
<i>(1) Les dépôts sur les comptes de banques centrales font partie de la réserve de liquidité de Stellantis Financial Services Europe (cf. Note 19.2).</i>		

Note 4 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Actifs financiers comptabilisés en juste valeur par résultat (1)	103	97
- Titres de placement	99	97
- OPCVM	99	97
- OPCVM détenues par les sociétés d'assurance	99	97
- dont créances rattachées	3	3
- Certificats de dépôt, bons du Trésor et Obligations	4	-
Juste valeur des instruments financiers à terme de trading (2)	2	-
Total	105	97
<i>(1) La juste valeur des actifs financiers comptabilisés en juste valeur par résultat est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables sur les marchés (niveau 2), à l'exception des placements en OPCVM réévalués à la valeur de liquidation publiée (niveau 1).</i>		
<i>(2) La juste valeur des instruments financiers à terme de trading est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables sur les marchés (niveau 2).</i>		

Les données observables sur les marchés (niveau 2) sont notamment les courbes de taux d'intérêt interbancaires (DI) et le taux SELIC quotidien, tous deux couramment utilisés sur le marché financier brésilien.

Note 5 Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti

Ventilation créances à vue / à terme

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Créances à vue	314	114
- Comptes ordinaires débiteurs	100	61
- dont affectés à la réserve de liquidité (1)	100	61
- dont détenus par les sociétés d'assurance	94	45
- dont détenus par les fonds de titrisation	2	-
- dont entreprises liées	64	7
- Contrepartie trésorerie des titres en cours de livraison	-	-
- Comptes et prêts financiers au jour le jour (1)	214	53
Créances à terme	459	611
- Créances à terme qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie (1)	-	-
- Prêts subordonnés	356	391
- dont entreprises liées	356	391
- Autres créances à terme	103	220
- dont entreprises liées	-	150
- dont détenues par les sociétés d'assurance	103	70
Créances rattachées	3	4
- dont entreprises liées	2	4
Total	776	729
<i>(1) La part des comptes ordinaires débiteurs et des comptes et prêts financiers au jour le jour font partie de la réserve de liquidité de Stellantis Financial Services Europe (cf. Note 19.2).</i>		

Note 6 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

6.1 Ventilation des prêts et créances par type de financement

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Vente à crédit (1)	2 619	1 342
- dont encours titrisés	275	-
Eléments intégrés au coût amorti des prêts et créances sur la clientèle	(95)	(62)
- Etalement des coûts d'acquisition	53	15
- Etalement de la participation des marques et des réseaux	(148)	(77)
Total des créances au coût amorti	2 524	1 280

(1) Les informations relatives à la détermination de la juste valeur des instruments financiers sont présentées (cf. Note 18.).

6.2 Ventilation des prêts et créances par segment

Pour 2025

<i>(En millions d'euros)</i>	Segment IFRS 8	Corporate Réseau (A - cf renvoi B Note 24.1)	Client final		Total au 31.12.2025
			Retail (B - cf renvoi A Note 24.1)	Corporate et assimilés (C - cf renvoi C Note 24.1)	
Type de financement					
Vente à crédit		-	2 617	2	2 619
Eléments intégrés au coût amorti		-	(95)	-	(95)
Total des encours par segment IFRS 8		-	2 522	2	2 524

Pour 2024

<i>(En millions d'euros)</i>	Segment IFRS 8	Corporate Réseau (A - cf renvoi B Note 24.1)	Client final		Total au 31.12.2024
			Retail (B - cf renvoi A Note 24.1)	Corporate et assimilés (C - cf renvoi C Note 24.1)	
Type de financement					
Vente à crédit		-	1 338	4	1 342
Eléments intégrés au coût amorti		-	(62)	-	(62)
Total des encours par segment IFRS 8		-	1 276	4	1 280

6.3 Ventilation par devise

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Créances nettes		
BRL	2 524	1 280
EUR	-	-
Total	2 524	1 280

6.4 Echéanciers

Pour 2025

<i>(En millions d'euros)</i>	Non réparti	0 à 3 mois	3 mois à 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total au 31.12.2025
Vente à crédit	12	291	298	561	1 451	6	2 619
Créances brutes	77	291	298	561	1 451	6	2 684
Dépréciations	(65)	-	-	-	-	-	(65)
Eléments intégrés au coût amorti	(95)	-	-	-	-	-	(95)
Total créances nettes	(83)	291	298	561	1 451	6	2 524

Pour 2024

<i>(En millions d'euros)</i>	Non réparti	0 à 3 mois	3 mois à 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total au 31.12.2024
Vente à crédit	6	136	136	264	799	1	1 342
Créances brutes	30	136	136	264	799	1	1 366
Dépréciations	(24)	-	-	-	-	-	(24)
Éléments intégrés au coût amorti	(62)	-	-	-	-	-	(62)
Total créances nettes	(56)	136	136	264	799	1	1 280

6.5 Opérations de titrisation

<i>(En millions d'euros)</i>	Créances cédées nettes			
Fonds	Closing, le première date de cession	Type de Financement	31.12.2025	31.12.2024
Stellantis Financiamentos Mobility I	22.07.2025	Vente à crédit	123	-
Stellantis Financiamentos Mobility II	26.12.2025	Vente à crédit	152	-
Total			275	-

Note 7 Comptes de régularisation et actifs divers

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Débiteurs divers	95	53
- Entreprises liées	60	40
- dont activités d'assurance	15	13
- Hors groupe	35	13
- dont activités d'assurance	29	8
Dividendes à recevoir des coentreprises	32	39
- dont activités d'assurance	30	37
Etat et autres organismes sociaux	30	45
- dont activités d'assurance	27	36
Produits à recevoir	17	17
- Entreprises liées	7	6
- Hors groupe	10	11
- dont activités d'assurance	8	8
Charges constatées d'avance	5	3
- dont activités d'assurance	4	2
Autres comptes de régularisation	43	11
- Entreprises liées	-	-
- Hors groupe	43	11
- dont activités d'assurance	1	-
Total	222	168

Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence

8.1 Participations

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
A l'ouverture	3 115	3 080
Variation de périmètre	18	-
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	76	100
Quote-part du résultat net	227	325
Distribution de dividendes	(196)	(220)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(23)	23
Variations liées à l'hyperinflation (1)	3	7
A la clôture	3 220	3 115
- dont écart d'acquisition	3	-

La valorisation des participation des entités mises en équivalence dans le cadre des partenariats n'est pas sujet à dépréciation au 31 décembre 2025. En effet, aucun indice de perte de valeur n'est apparu depuis le 31 décembre 2024.

Tableau de variation par zones géographiques

	Partenariat avec	Europe		Argentine Banco Bilbao Vizcaya Argentaria	Total
		Santander Consumer Finance	BNP Paribas Personal Finance		
(En millions d'euros)					
Au 31 décembre 2023		1 977	1 096	7	3 080
Variation de périmètre		-	-	-	-
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves		(97)	(3)	-	(100)
Quote-part du résultat net		228	96	1	325
Distribution de dividendes		(90)	(130)	-	(220)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(2)	27	(2)	23
Variations liées à l'hyperinflation (1)		-	-	7	7
Au 31 décembre 2024		2 016	1 086	13	3 115
Variation de périmètre		-	-	18	18
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves		-	76	-	76
Quote-part du résultat net		228	(8)	7	227
Distribution de dividendes		(152)	(44)	-	(196)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2	(20)	(5)	(23)
Variations liées à l'hyperinflation (1)		-	-	3	3
Au 31 décembre 2025		2 094	1 090	36	3 220

(1) L'application d'IAS 29 entraîne un effet négatif de -6 millions d'euros sur le résultat net (dont -3 millions d'euros part des minoritaires), entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur la période (dont +3 millions d'euros part des minoritaires).

8.2 Informations détaillées sur les Partenariats - Coentreprises

Les informations qui suivent sont données dans le cadre d'IFRS 12 :

8.2.1 Partenariat avec Santander Consumer Finance en Europe**8.2.2 Partenariat avec BNP Paribas Personal Finance en Europe****8.2.3 Partenariat avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en Argentine**

La plupart des coentreprises mises en place dans le cadre des accords de partenariats avec Santander Consumer Finance et avec BNP Paribas Personal Finance ont procédé et procèdent à des opérations de titrisation. Les revenus perçus par les coentreprises comprennent l'essentiel des risques et avantages de ces fonds. En conséquence, elles consolident les fonds, qui se retrouvent ainsi indirectement mis en équivalence dans les comptes consolidés de Stellantis Financial Services Europe

Partenariat avec Santander Consumer Finance en Europe

Le partenariat en Europe a démarré en février 2015 en France (FR) et au Royaume-Uni (UK) et a été étendu chronologiquement dans les pays suivants : en mai 2015 à Malte (MT) ; en octobre 2015 en Espagne (ES) ; en janvier 2016 en Italie (IT) ; en février 2016 aux Pays-Bas (NL) ; en mai 2016 en Belgique (BE) ; en juillet 2016 en Autriche (AT) et en Allemagne (DE) et en octobre 2016 en Pologne (PL).

Suite à la réorganisation de la configuration des activités de financement de Stellantis en Europe de 2023, les activités des pays Allemagne, Autriche et Royaume-Uni ont été repris par le partenaire BNP Paribas Personal Finance en Europe

Pourcentage de mise en équivalence : 50 %

Informations financières à 100 % des comptes IFRS regroupés de ces entités

Eléments de Bilan

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Prêts et créances sur la clientèle	32 935	30 523
Autres postes de l'Actif	6 580	6 820
Total de l'actif	39 515	37 343
Dettes de refinancement	23 996	23 216
Autres postes du Passif	11 330	10 094
Capitaux propres	4 189	4 033
Total du passif	39 515	37 343

Eléments de Résultat

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits bruts des activités bancaires, d'assurances et autres services	3 235	3 382
Charges des activités bancaires, d'assurances et autres services	(1 972)	(2 234)
Produit Net Bancaire	1 263	1 148
Charges générales d'exploitation et assimilées	(367)	(353)
Résultat brut d'exploitation	896	795
Coût du risque	(139)	(113)
Résultat d'exploitation	757	682
Eléments hors exploitation	(101)	(32)
Résultat avant impôt	656	650
Impôt sur les bénéfices	(200)	(193)
Résultat net	456	457

Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence

<i>(En millions d'euros)</i>	Capitaux propres avant mise en équivalence	% de mise en équivalence	Quote-part mise en équivalence	Elimination situation nette (1)	Ecart d'acquisition	Capitaux propres après mise en équivalence	Dont écarts de conversion
Au 31 décembre 2023	3 954	50 %	1 977	(1 102)	-	875	(1)
Variation de périmètre	-		-	-		-	-
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	(193)		(97)	98		1	-
Résultat net de la période (2)	457		228	-		228	-
Distribution de dividendes	(180)		(90)	-		(90)	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(5)		(2)	-		(2)	2
Au 31 décembre 2024	4 033	50 %	2 016	(1 004)	-	1 012	1
Variation de périmètre	-		-	-		-	-
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	-		-	-		-	-
Résultat net de la période	456		228	-		228	-
Distribution de dividendes	(304)		(152)	-		(152)	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	4		2	-		2	
Au 31 décembre 2025	4 189	50 %	2 094	(1 004)	-	1 090	1

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe et Stellantis Services Ltd.

Eléments du bilan consolidé après mise en équivalence

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Participations dans les entreprises mises en équivalence	2 094	2 016
Total de l'actif	2 094	2 016
Capitaux propres		
- Valeur historique des titres détenus (1)	1 004	1 004
- Réserves consolidées - part du groupe	1 090	1 012
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	228	228
Total du passif	2 094	2 016

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe et Stellantis Services Ltd.

Partenariat avec BNP Paribas Personal Finance en Europe

Le partenariat avec BNP Paribas Personal Finance a débuté en novembre 2017, initialement avec les pays suivants : France (FR), Allemagne (DE), Royaume-Uni (UK), Italie (IT), Espagne (ES), et Autriche (AT).

Suite à la réorganisation de la configuration des activités de financement de Stellantis en Europe de 2023, les activités des pays Espagne et Italie ont été repris par le partenaire Santander Consumer Finance en Europe

Pourcentage de mise en équivalence : 50 %

Informations financières à 100 % des comptes IFRS regroupés de ces entités

Eléments de Bilan

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Prêts et créances sur la clientèle	17 993	18 095
Autres postes de l'Actif	3 182	2 371
Total de l'actif	21 175	20 466
Dettes de refinancement	13 139	11 874
Autres postes du Passif	5 858	6 421
Capitaux propres	2 178	2 171
Total du passif	21 175	20 466

Eléments de Résultat

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits bruts des activités bancaires, d'assurances et autres services	1 583	1 726
Charges des activités bancaires, d'assurances et autres services	(995)	(1 198)
Produit Net Bancaire (1)	588	528
Charges générales d'exploitation et assimilées	(215)	(232)
Résultat brut d'exploitation	373	296
Coût du risque	(31)	(20)
Résultat d'exploitation	342	276
Eléments hors exploitation	(386)	(7)
Résultat avant impôt	(44)	269
Impôt sur les bénéfices	28	(77)
Résultat net	(16)	192

(1) Aucun impact liés au Price Purchase Allocation au 31 décembre 2025, contre -1 million d'euros au 31 décembre 2024 liés à l'impact du Price Purchase Allocation : cf. Note 26.2.

Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence

<i>(En millions d'euros)</i>	Capitaux propres avant mise en équivalence	% de mise en équivalence	Quote-part mise en équivalence	Elimination situation nette (1)	Ecart d'acquisition	Capitaux propres après mise en équivalence	Dont écarts de conversion
Au 31 décembre 2023	2 192	50 %	1 096	(799)	-	297	(28)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-		-			-	-
Variation de périmètre	-		-	-		-	-
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	(6)		(3)	-		(3)	-
Résultat net de la période	192		96			96	
Distribution de dividendes	(261)		(130)			(130)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	54		27	-		27	-
Au 31 décembre 2024	2 171	50 %	1 086	(799)	-	287	(28)
Variation de périmètre	-		-	-		-	-
Augmentation/(Diminution) de capital et apports en réserves	151		76	(75)		1	-
Résultat net de la période	(16)		(8)			(8)	
Distribution de dividendes	(88)		(44)			(44)	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(40)		(20)	-		(20)	3)
Au 31 décembre 2025	2 178	50 %	1 090	(874)	-	216	(31)

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe.

Eléments du bilan consolidé après mise en équivalence

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Participations dans les entreprises mises en équivalence	1 090	1 086
Total de l'actif	1 090	1 086
Capitaux propres		
- Valeur historique des titres détenus (1)	874	799
- Réserves consolidées - part du groupe	216	287
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	(8)	96
Total du passif	1 090	1 086

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe.

8.2.3 Partenariat avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en Argentine

La filiale argentine PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A. détenue en partenariat avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria est consolidée par mise en équivalence à compter du 1^{er} juillet 2019, et la société FCA Compania Financiera S.A., également détenue en partenariat par Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, est consolidée par mise en équivalence à compter de décembre 2025, en cohérence avec l'analyse du contrôle des autres partenariats.

Pourcentage de mise en équivalence : 50 %

Informations financières à 100 % des comptes IFRS.

Eléments de Bilan

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Prêts et créances sur la clientèle	407	137
Autres postes de l'Actif	34	8
Total de l'actif	441	145
Dettes de refinancement	291	112
Autres postes du Passif	79	8
Capitaux propres	71	25
Total du passif	441	145

Eléments de Résultat

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Produits bruts des activités bancaires, d'assurances et autres services	93	55
Charges des activités bancaires, d'assurances et autres services	(63)	(49)
Produit Net Bancaire	30	6
Charges générales d'exploitation et assimilées	(5)	(5)
Résultat brut d'exploitation	25	1
Coût du risque	(3)	-
Résultat d'exploitation	22	1
Eléments hors exploitation	-	-
Résultat avant impôt	22	1
Impôt sur les bénéfices	(9)	-
Résultat net	13	1

Tableau de passage des capitaux propres de 100 % à la mise en équivalence

	Capitaux propres avant mise en équivalence	% de mise en équivalence	Quote-part mise en équivalence	Elimination situation nette (2)	Ecart d'acquisition	Capitaux propres après mise en équivalence	Dont écarts de conversion
<i>(En millions d'euros)</i>							
Au 31 décembre 2023	14	50 %	7	(13)	-	(6)	(20)
Résultat net de la période	1		1	-	-	1	
Distribution de dividendes	-		-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(3)		(2)	-	-	(2)	(1)
Variations liées à l'hyperinflation	13		7	-	-	7	-
Au 31 décembre 2024	25	50 %	13	(13)	-	-	(21)
Variation de périmètre	36		18	(21)	-	(3)	
Résultat net de la période	13		7	-	-	7	
Distribution de dividendes	-		-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(9)		(5)	-	-	(5)	(55)
Variations liées à l'hyperinflation (1)	6		3	-	-	3	-
Au 31 décembre 2025	71	50 %	36	(34)	-	2	(76)

(1) L'application d'IAS 29 entraîne un effet négatif de -6 millions d'euros sur le résultat net (dont -3 millions d'euros part des minoritaires), entièrement compensés par la variation positive des capitaux propres sur la période (dont +3 millions d'euros part des minoritaires).

(2) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe.

Eléments du bilan consolidé après mise en équivalence

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Participations dans les entreprises mises en équivalence	36	13
Total de l'actif	36	13
Capitaux propres		
- Valeur historique des titres détenus (1)	34	13
- Réserves consolidées - part du groupe	2	-
- dont quote-part du résultat net mis en équivalence	7	1
Total du passif	36	13

(1) Elimination de la situation nette à hauteur de la valeur des titres détenus par Stellantis Financial Services Europe.

Note 9 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles se répartissent ainsi :

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette
Immobilisations corporelles	6	(4)	2	5	(3)	2
- Terrains et Constructions - Droit d'usage (1)	1	(1)	-	1	(1)	-
- Véhicules donnés en location	-	-	-	-	-	-
- Autres	5	(3)	2	4	(2)	2
Immobilisations incorporelles	466	(327)	139	437	(273)	164
- Logiciels	462	(323)	139	433	(269)	164
- dont logiciels en droit d'usage	5	(4)	1	6	(3)	3
- Autres	4	(4)	-	4	(4)	-
Total	472	(331)	141	442	(276)	166

Tableau de variation des valeurs brutes

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	Entrées	Sorties	Autres mouvements (3)	31.12.2025
	Valeur brute Immobilisations				Valeur brute Immobilisations
Immobilisations corporelles	5	1	-	-	6
- Terrains et Constructions - Droit d'usage (1)	1	-	-	-	1
- Véhicules donnés en location	-	-	-	-	-
- Autres	4	1	-	-	5
Immobilisations incorporelles	437	46	(8)	(9)	466
- Logiciels	433	46	(8)	(9)	462
- dont logiciels en droit d'usage	5	-	-	-	5
- Autres	4	-	-	-	4
Total	442	47	(8)	(9)	472

Tableau de variation des amortissements

	31.12.2024	Dotations	Reprises (2)	Autres mouvements (3)	31.12.2025
	Amortissements Immobilisations				Amortissements Immobilisations
<i>(En millions d'euros)</i>					
Immobilisations corporelles	(3)	(1)	-	-	(4)
- Terrains et Constructions - Droit d'usage (1)	(1)	-	-	-	(1)
- Véhicules donnés en location	-	-	-	-	-
- Autres	(2)	(1)	-	-	(3)
Immobilisations incorporelles	(273)	(72)	7	11	(327)
- Logiciels	(269)	(72)	7	11	(323)
- dont logiciels en droit d'usage	(3)	(1)	-	-	(4)
- Autres	(4)	-	-	-	(4)
Total	(276)	(73)	7	11	(331)

(1) Les terrains et constructions sont évalués conformément à la norme IFRS 16 et contiennent exclusivement le droit d'usage.

(2) Y compris reprises d'amortissements liées aux cessions.

(3) Y compris 9 millions d'euros d'impact suite à la mise au rebut des développements informatiques activés pour le projet New Retailer Model (NRM) sur les pays non déployés en Europe.

Note 10 Dettes envers les établissements de crédit

10.1 Ventilation des dettes à vue/à terme

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Dettes à vue hors groupe	-	1
- Comptes ordinaires créditeurs	-	1
Dettes à terme hors groupe	1 135	691
- Bancaires classiques	1 135	691
Dettes rattachées	138	56
Total des dettes au coût amorti	1 273	748

10.2 Ventilation par devise de remboursement

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

	31.12.2025		31.12.2024	
	Dettes à vue	Dettes à terme	Dettes à vue	Dettes à terme
<i>(En millions d'euros)</i>				
EUR	-	-	1	-
CNY	-	-	-	-
BRL	-	1 135	-	691
Total	-	1 135	1	691

10.3 Échéancier des Dettes envers les établissements de crédit

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

	31.12.2025	31.12.2024
	Dettes à terme	Dettes à terme
<i>(En millions d'euros)</i>		
0 à 3 mois	270	100
3 à 6 mois	147	93
6 mois à 1 an	382	134
1 an à 5	336	364
+ 5 ans	-	-
Total	1 135	691

Note 11 Dettes envers la clientèle

11.1 Ventilation des dettes à vue/à terme

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Dettes à vue	-	3
- Comptes ordinaires	-	3
- Comptes courants des sociétés du réseau	-	3
- Hors groupe	-	3
Dettes à terme	29	99
- Entreprises liées	-	99
Dettes rattachées	14	2
- dont comptes à terme	-	2
Total des dettes au coût amorti	43	104

11.2 Ventilation des dettes envers la clientèle par devise de remboursement

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025		31.12.2024	
	Dettes à vue	Dettes à terme	Dettes à vue	Dettes à terme
EUR	-	-	3	-
CNY	-	-	-	-
BRL	-	29	-	99
Total	-	29	3	99

Note 12 Dettes représentées par un titre

12.1 Analyse par nature

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Emprunts obligataires	250	-
- dont encours titrisés	250	-
Dettes rattachées	1	-
- dont encours titrisés	1	-
Autres dettes représentées par un titre	852	310
- dont encours titrisés	-	-
Dettes rattachées	67	19
- dont encours titrisés	-	-
Total des dettes au coût amorti	1 170	329

12.2 Ventilation par devise de remboursement des dettes représentées par un titre

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
BRL	1 102	310
Total	1 102	310

La position de change résiduelle de Stellantis Financial Services Europe est présentée dans la Note 16.

12.3 Echéanciers des dettes représentées par un titre

(hors dettes rattachées et éléments intégrés au coût amorti)

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
0 à 3 mois	159	60
3 à 6 mois	132	29
6 mois à 1 an	217	37
1 an à 5	593	184
+ 5 ans	1	-
Total	1 102	310

12.4 Opérations de titrisation

Titres émis par les fonds de titrisation

<i>(En millions d'euros)</i>			Obligations émises	
Fonds	Obligations	Notation (1)	31.12.2025	31.12.2024
Stellantis Financiamentos Mobility I	Classe Sénior Classe Junior (2)	Moody's Local Brasil AAA.br(sf)	111 -	- -
Stellantis Financiamentos Mobility II	Classe Sénior Classe Junior (2)	Moody's Local Brasil AAA.br(sf)	139 -	- -
Total			410	

(1) Notation obtenue au closing ou en date de dernière restructuration de la transaction.

(2) Classe junior détenue exclusivement par Stellantis Financiamentos

Note 13 Contrats d'assurance émis – Passif**13.1 Mouvement du passif des contrats d'assurance****2025**

<i>(En millions d'euros)</i>	PAA	GMM	Total
Contrats d'assurance émis au 31.12.2024	28	57	85
Résultat du service d'assurance	(31)	(10)	(41)
Flux de trésorerie	23	21	44
Charges financières des contrats d'assurance émis	-	4	4
Autre	(7)	-	(7)
Contrats d'assurance émis au 31.12.2025	13	72	85

2024

<i>(En millions d'euros)</i>	PAA	GMM	Total
Contrats d'assurance émis au 31.12.2023	34	52	86
Résultat du service d'assurance	(23)	(6)	(29)
Flux de trésorerie	17	10	27
Charges financières des contrats d'assurance émis	-	1	1
Autre	-	-	-
Contrats d'assurance émis au 31.12.2024	28	57	85

Mouvement du passif des contrats d'assurance analysé entre le passif pour couverture restante et le passif pour sinistres survenus - PAA

2025

	Passif pour couverture restante	Composante de perte	Passif pour sinistres survenus (1)	Passif pour sinistres survenus - Ajustement de risque	Total
<i>(En millions d'euros)</i>					
Contrats d'assurance émis au 31.12.2024	18	2	8	-	28
Résultat du service d'assurance	(39)	(2)	10	-	(31)
Produits d'assurance	(48)	-	(27)	-	(75)
Charges service d'assurance	9	(2)	37	-	44
Sinistres survenus et autres charges	-	(3)	104	-	101
Autres charges directement rattachables payées	-	-	4	-	4
Amortissement des flux de trésorerie liés aux acquisitions d'assurance	9	-	-	-	9
Variations liées aux services passés : variation des passifs pour sinistres survenus	-	-	(71)	-	(71)
Pertes sur contrats déficitaires et reprises de ces pertes	-	1	-	-	1
Composantes d'investissement	-	-	-	-	-
Flux de trésorerie	24	-	(1)	-	23
Primes reçues	33	-	-	-	33
Flux de trésorerie d'acquisition payés	(9)	-	-	-	(9)
Sinistres	-	-	2	-	2
Autres charges directement rattachables payées	-	-	(3)	-	(3)
Commission sur les primes émises non encore échues	(5)	-	-	-	(5)
Charges financières des contrats d'assurance émis	-	-	-	-	-
Autre	-	-	(2)	-	(2)
Contrats d'assurance émis au 31.12.2025	(2)	-	15	-	13

(1) Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs

2024

	Passif pour couverture restante	Composante de perte	Passif pour sinistres survenus (1)	Passif pour sinistres survenus - Ajustement de risque	Total
<i>(En millions d'euros)</i>					
Contrats d'assurance émis au 31.12.2023	17	6	10	1	34
Résultat du service d'assurance	(30)	(4)	12	(1)	(23)
Produits d'assurance	(34)	-	(30)	-	(64)
Charges service d'assurance	4	(4)	42	(1)	41
Sinistres survenus et autres charges	-	(7)	35	-	28
Autres charges directement rattachables payées	-	-	3	-	3
Amortissement des flux de trésorerie liés aux acquisitions d'assurance	4	-	-	-	4
Variations liées aux services passés : variation des passifs pour sinistres survenus	-	-	4	(1)	3
Pertes sur contrats déficitaires et reprises de ces pertes	-	3	-	-	3
Composantes d'investissement	-	-	-	-	-
Flux de trésorerie	31	-	(14)	-	17
Primes reçues	38	-	-	-	38
Flux de trésorerie d'acquisition payés	(7)	-	-	-	(7)
Sinistres	-	-	(10)	-	(10)
Autres charges directement rattachables payées	-	-	(4)	-	(4)
Commission sur les primes émises non encore échues	-	-	-	-	-
Charges financières des contrats d'assurance émis	-	-	-	-	-
Autre	-	-	-	-	-
Contrats d'assurance émis au 31.12.2024	18	2	8	-	28

(1) Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs

Mouvement du passif des contrats d'assurance analysé par composantes - GMM

2025

	Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement de risque non financier	Marge de services contractuels (1)	Total
<i>(En millions d'euros)</i>				
Contrats d'assurance émis au 31.12.2024	40	12	5	57
Résultat du service d'assurance	(7)	(4)	1	(10)
Variations liées au service futur	(13)	2	12	1
Evolution des estimations ajustant la marge sur services contractuels	(5)	(1)	3	(3)
Modifications des estimations entraînant des pertes sur les contrats déficitaires ou une reprise de ces pertes	5	(1)	-	4
Contrats initialement comptabilisés dans la période	(13)	4	9	-
Variations liées au service actuel	78	(5)	(11)	62
Marge sur services contractuels reconnue pour les services fournis	1	-	(11)	(10)
Modification de l'ajustement pour risque non financier pour le risque expiré	-	(5)	-	(5)
Ajustements d'expérience - relatifs aux charges de services d'assurance	77	-	-	77
Variations liées au service passé	(72)	(1)	-	(73)
Flux de trésorerie	21	-	-	21
Primes reçues	82	-	-	82
Flux de trésorerie d'acquisition payés	(20)	-	-	(20)
Sinistres et autres charges payées	(37)	-	-	(37)
Autres charges directement rattachables payées	(4)	-	-	(4)
Charges financières des contrats d'assurance émis	4	-	-	4
Autre	-	-	-	-
Contrats d'assurance émis au 31.12.2025	58	8	6	72

(1) Inclut les nouveau contrats et contrats évalués avec la méthode rétrospective lors de la transition.

2024

	Valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement de risque non financier	Marge de services contractuels (1)	Total
<i>(En millions d'euros)</i>				
Contrats d'assurance émis au 31.12.2023	10	25	17	52
Résultat du service d'assurance	19	(13)	(12)	(6)
Variations liées au service futur	6	(10)	(1)	(5)
Evolution des estimations ajustant la marge sur services contractuels	8	-	(8)	-
Modifications des estimations entraînant des pertes sur les contrats déficitaires ou une reprise de ces pertes	4	(12)	-	(8)
Contrats initialement comptabilisés dans la période	(6)	2	7	3
Variations liées au service actuel	10	(4)	(11)	(5)
Marge sur services contractuels reconnue pour les services fournis	-	-	(11)	(11)
Modification de l'ajustement pour risque non financier pour le risque expiré	-	(4)	-	(4)
Ajustements d'expérience - relatifs aux charges de services d'assurance	10	-	-	10
Variations liées au service passé	3	1	-	4
Flux de trésorerie	10	-	-	10
Primes reçues	48	-	-	48
Flux de trésorerie d'acquisition payés	(14)	-	-	(14)
Sinistres et autres charges payées	(20)	-	-	(20)
Autres charges directement rattachables payées	(4)	-	-	(4)
Charges financières des contrats d'assurance émis	1	-	-	1
Autre	-	-	-	-
Contrats d'assurance émis au 31.12.2024	40	12	5	57

(1) Inclut les nouveau contrats et contrats évalués avec la méthode rétrospective lors de la transition.

Note 14 Comptes de régularisation et passifs divers

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Dettes fournisseurs	88	49
- Entreprises liées (1)	47	45
- dont activités d'assurance	2	2
- Hors groupe	41	4
- dont activités d'assurance	1	2
Dettes Financières	2	3
- dont activités d'assurance	1	2
Etat et autres organismes sociaux	8	12
- dont activités d'assurance	5	9
Charges à payer	38	28
- Entreprises liées	3	5
- dont activités d'assurance	3	2
- Hors groupe	35	23
- dont activités d'assurance	15	6
Autres créditeurs divers	75	58
- Entreprises liées	10	12
- dont activités d'assurance	10	12
- Hors groupe	65	46
- dont activités d'assurance	58	43
Produits constatés d'avance	8	4
- Entreprises liées	-	-
- dont activités d'assurance	-	-
- Hors groupe	8	4
- dont activités d'assurance	5	-
Autres comptes de régularisation	-	2
- Hors groupe	-	2
Total	219	156

(1) Il s'agit principalement de refacturations des frais informatiques et de l'assistance technique avec Stellantis Auto SAS.

Note 15 Provisions

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	Variations	Ecart de conversion	31.12.2025
Provisions pour pensions et retraites	-	-	-	-
Provision pour risques fiscaux	1	1	-	2
Provisions pour litiges commerciaux et fiscaux	2	13	-	15
Autres provisions	1	-	-	1
Total	4	14	-	18

Note 16 Instruments financiers à terme

Politique du groupe en matière de gestion des risques financiers

(cf. paragraphe " Facteurs de risque et gestion des risques " du rapport de gestion)

Risque de taux :

La politique de la banque vise à neutraliser l'effet des variations de taux d'intérêt sur la marge opérationnelle de chaque entité du groupe par l'utilisation d'instruments financiers appropriés permettant d'assurer la convergence effective des structures de taux d'intérêt des actifs et des passifs.

Risque de change :

La politique suivie n'autorise que des positions de change opérationnelles limitées. Entité par entité, les actifs et passifs sont adossés par l'utilisation d'instruments financiers appropriés.

Risque de contrepartie :

Les risques sont limités aux opérations de placement de liquidité à très court terme avec des contreparties de premier plan. En ce qui concerne le risque de crédit sur la clientèle, se reporter à la Note 24.

Dans le cadre de sa politique de placement, Stellantis Financial Services Europe limite le risque au maximum. Les excédents de liquidité, en dehors de dépôts sur des comptes bancaires et sur les comptes de banques centrales, ont été placés ponctuellement sur des dépôts bancaires d'une maturité inférieure à 3 mois.

Position de change résiduelle de Stellantis Financial Services Europe consolidée

A. Positions de change opérationnelles

La position résiduelle à fin décembre est non significative (+1 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre -0,4 millions d'euros à fin 2024).

B. Positions de change structurelles

Les positions structurelles (Titres de participation détenus en devises après déductions des provisions pour dépréciations) et les résultats futurs ne font pas l'objet de couverture. La durée de l'activité de la filiale étant indéterminée par définition, toute couverture représenterait une position nette ouverte sur le long terme.

(En millions d'euros)	ARS	CNY	PLN	BRL	TOTAL
Position de change au 31.12.2025	22	-	17	214	253
Rappel de la position au 31.12.2024	-	68	17	158	243

La position de change structurelle des titres de participation des filiales argentine, et brésilienne est basée sur l'évolution des devises respectives des pays.

Note 17 Echéanciers et risques de liquidité

La gestion du risque de liquidité est décrite dans le paragraphe " Sécurité de la liquidité " du rapport de gestion.

Les échéanciers, pour les deux postes concernés, sont donnés dans la note 6.4 pour les Prêts et créances sur la clientèle et dans la note 10.3 pour les Dettes envers les établissements de crédit.

Covenants

Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Fin. e Inv. S.A. détient des facilités de crédit engagées inutilisées à hauteur de 62 millions d'euros.

Note 18 Juste valeur des actifs et passifs financiers

(En millions d'euros)	Juste valeur		Valeur au bilan	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Actif				
Caisse, banques centrales	814	894	814	894
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)(2)	105	97	105	97
Instruments dérivés de couverture (1)	1	-	1	-
Titres au coût amorti	21	18	23	18
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti (3)(4)	802	752	776	729
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti (5)	2 582	1 265	2 524	1 280
Passif				
Banques centrales	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat (1)	2	-	2	-
Instruments dérivés de couverture (1)	1	-	1	-
Dettes envers les établissements de crédit (6)	1 274	750	1 273	748
Dettes envers la clientèle (3)	46	108	43	104
Dettes représentées par un titre (6)	1 154	322	1 170	329

A l'exception des prêts et créances sur la clientèle, des prêts subordonnés et des dettes représentées par un titre, la valeur au bilan est conservée : dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant des données observables sur les marchés (niveau 2), à l'exception des OPCVM réévalués à la valeur de liquidation publiée (niveau 1).

(1) Les instruments comptabilisés à la juste valeur par résultat, ainsi que les instruments dérivés de couverture, sont évalués par application d'une technique de valorisation faisant référence à des taux cotés sur le marché interbancaire (Euribor,...) et à des cours de change fixés quotidiennement par la Banque Centrale de référence de la région.

(2) Les titres de participation non consolidés, comptabilisés en " Actifs financiers à la juste valeur par résultat " depuis le 1^{er} janvier 2018, ont une juste valeur estimée à la valeur de la dernière transaction, qui correspond à l'acquisition des titres. Dans les cas où des pertes durables sont anticipées, une dépréciation est constatée.

(3) Les prêts et créances sur établissement de crédit (hormis les prêts subordonnés), tout comme les dettes envers la clientèle, sont à court terme et principalement à taux révisable. Ils ont en conséquence une juste valeur proche de leur coût amorti.

Conformément à la norme IFRS 13, le processus de détermination de la juste valeur est détaillé ci-après :

- au paragraphe (4) pour les prêts subordonnés ;
- au paragraphe (5) pour les prêts et créances sur la clientèle ;
- au paragraphe (6) pour les dettes envers les établissements de crédit et les dettes représentées par un titre.

(4) Les prêts subordonnés sont comptabilisés au coût amorti et ne font pas l'objet de couverture.

La juste valeur présentée ci-dessus représente essentiellement l'évolution du risque propre de Stellantis Financial Services Europe sur les marchés financiers. Cette juste valeur est déterminée en valorisant sur la base d'informations recueillies auprès de nos partenaires financiers. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable (niveau 3).

(5) Les prêts et créances sur la clientèle sont évalués au bilan au coût amorti.

La juste valeur présentée ci-dessus est estimée en actualisant les flux futurs au taux moyen clientèle des trois derniers mois. Dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable (niveau 3).

(6) Les dettes de financement sont comptabilisées au coût amorti. Les dettes couvertes par des swaps de taux d'intérêts font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur. L'application de la comptabilité de couverture entraîne l'ajustement de la valeur des dettes, sur la base du taux de refinancement sans risque actualisé. Le montant de cet écart de réévaluation a été cumulé au coût amorti dans la valeur au bilan. La juste valeur présentée ci-dessus représente essentiellement l'évolution du risque propre de Stellantis Financial Services Europe sur les marchés financiers. Elle est déterminée selon les deux cas suivants :

- Pour la dette représentée par un titre, en valorisant sur la base des cotations disponibles sur le marché (niveau 1).
 - Pour la dette envers les établissements de crédit, en valorisant sur la base des informations recueillies auprès de nos partenaires financiers.
- Dans ce cas, la juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation utilisant de manière significative au moins une donnée non observable (niveau 3).

Note 19 Autres engagements

19.1 Autres engagements

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit (1)	62	177
Engagements de garantie		
Garanties données en faveur d'établissements de crédit	251	500
Garanties données en faveur de la clientèle	-	-
- Stellantis Financial Services Europe	-	-
Autres engagements reçus		
Titres reçus en garantie	-	-
<i>(1) Il s'agit de lignes de crédit confirmées non tirées. (cf. Note 19.2)</i>		

Stellantis Financial Services Europe ne comptabilise pas les garanties reçues des clients, et n'en tient pas compte dans ses calculs d'exposition au risque de crédit.

19.2 Sécurité financière

La sécurité financière de Stellantis Financial Services Europe correspond à la réserve de liquidité et aux lignes de crédit confirmées non tirées.

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Réserve de liquidité	1 128	1 008
- Dépôts sur les comptes de banques centrales (cf. Note 3)	814	894
- OPCVM qualifiées en tant qu'équivalent trésorerie (cf. Note 4)	-	-
- Comptes ordinaires débiteurs (cf. Note 5)	100	61
- Comptes et prêts financiers au jour le jour (cf. Note 5)	214	53
Lignes de crédit confirmées non tirées	62	177
- Lignes de crédit bilatérales revolving (1)	62	177
Total	1 190	1 185
<i>(1) Constituent des engagements reçus de financement, principalement à long terme.</i>		

Note 20 Intérêts et produits au coût amorti

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Ventes à crédit	372	155
- dont entreprises liées	-	-
- dont encours titrisés	3	-
Location avec option d'achat	4	15
- dont entreprises liées	-	-
Rémunérations des apporteurs	(33)	(16)
- Vente à crédit	(31)	(11)
- Location avec option d'achat	(2)	(5)
Autres coûts d'acquisition	(10)	(4)
Total	333	150

Note 21 Intérêts sur emprunts auprès des établissements de crédit

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	(141)	(67)
- dont entreprises liées	(120)	(18)
Total	(141)	(67)

Note 22 Intérêts et charges sur dettes représentées par un titre

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Charges sur dettes représentées par un titre	(71)	(20)
- dont entreprises liées	(1)	-
- dont titrisation : obligations placées	-	-
Produits sur prêts subordonnés	19	26
- dont entreprises liées	19	26
Total	(52)	6

Note 23 Charges générales d'exploitation

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Frais de personnel	(21)	(22)
- Rémunérations	(16)	(18)
- Charges sociales	(3)	(3)
- Intéressement et participation	(2)	(1)
Autres charges générales d'exploitation	(27)	(18)
- Charges externes	(179)	(164)
- dont entreprises liées	(152)	(155)
- Refacturation	152	146
- dont entreprises liées	148	145
Total	(48)	(40)

Les informations concernant la rémunération des principaux dirigeants sont données dans le rapport sur la gouvernance d'entreprise.

Répartition géographique des charges générales d'exploitation

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Code ISO pays :		
AR	(3)	(2)
FR	10	7
MT	(17)	(11)
BR	(38)	(27)
TR	1	(2)
CN	(1)	(5)
Total	(48)	(40)

Note 24 Coût du risque

24.1 Coût du risque et évolution de l'encours

	31.12.2024	Production nette et écart de conversion (1)	Coût du risque au 31.12.2025	Bilan au 31.12.2025
<i>(En millions d'euros)</i>				
Retail				
Créances stage 1	1 321	1 262	-	2 583
Créances stage 2	17	30	-	47
Créances stage 3	24	44	(17)	51
Dépôts de garantie	-	-	-	-
Encours brut	1 362	1 336	(17)	2 681
Dépréciations créances stage 1	(12)	1	(20)	(31)
Dépréciations créances stage 2	(3)	-	(8)	(11)
Dépréciations créances stage 3	(9)	1	(14)	(22)
Dépréciations	(24)	2	(42)	(64)
Eléments intégrés au coût amorti	(62)	(33)	-	(95)
Encours net (A - cf. renvoi B de la Note 6.2)	1 276	1 305	(59)	2 522
Coût du risque Retail			(59)	
Corporate et assimilés				
Créances stage 1	4	(2)	-	2
Créances stage 2	-	-	-	-
Créances stage 3	-	-	-	-
Encours brut	4	(2)	-	2
Dépréciations	-	-	-	-
Eléments intégrés au coût amorti	-	-	-	-
Encours net (C - cf. renvoi C de la Note 6.2)	4	(2)	-	2
Récupérations sur créances amorties			5	
Coût du risque Corporate et assimilés			5	
Encours total				
Créances stage 1	1 325	1 260	-	2 585
Créances stage 2	17	30	-	47
Créances stage 3	24	44	(17)	51
Dépôts de garantie	-	-	-	-
Encours brut	1 366	1 334	(17)	2 683
Dépréciations créances stage 1	(12)	1	(20)	(31)
Dépréciations créances stage 2	(3)	-	(8)	(11)
Dépréciations créances stage 3	(9)	1	(14)	(22)
Dépréciations	(24)	2	(42)	(64)
Eléments intégrés au coût amorti	(62)	(33)	-	(95)
Encours net (cf. renvoi Note 6.2)	1 280	1 303	(59)	2 524
Récupérations sur créances amorties			5	
Total Coût du risque			(54)	

En ce qui concerne les créances soumises à dépréciation, le coût du risque est majoré du montant des intérêts facturés, qui restent en intérêts sur opérations avec la clientèle.

(1) L'écart de conversion est dû à la différence entre le taux de clôture appliqué aux bilans des sociétés hors zone euro et les taux moyens mensuels appliqués mois par mois aux éléments de résultat de ces mêmes sociétés.

24.2 Evolution du coût du risque

<i>(En millions d'euros)</i>	Retail	Corporate réseaux	Corporate et assimilés	31.12.2025	31.12.2024
Créances stage 1					
Dotations pour dépréciations	(20)	-	-	(20)	(10)
Reprises de dépréciations	-	-	-	-	-
Créances stage 2					
Dotations pour dépréciations	(8)	-	-	(8)	(2)
Reprises de dépréciations	-	-	-	-	1
Créances stage 3					
Dotations pour dépréciations	(14)	-	-	(14)	(6)
Reprises de dépréciations	-	-	-	-	1
Pertes sur créances irrécupérables	(17)	-	-	(17)	(8)
Récupérations sur créances amorties	5	-	-	5	2
Coût du risque	(54)	-	-	(54)	(22)

Note 25 Impôt sur les bénéfices**25.1 Evolution des postes de bilan**

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	Résultat	Capitaux propres	Règlements	Ecart de conversion et autres (1)	31.12.2025
Impôts courants						
Actif	15					25
Passif	(38)					(49)
Total	(23)	(41)	-	37	3	(24)
Impôts différés						
Actif	27					57
Passif	(6)					(7)
Total	21	27	-	-	2	50

(1) L'écart de conversion est dû à la différence entre le taux de clôture appliqué aux bilans des sociétés hors zone euro et les taux moyens mensuels appliqués mois par mois aux éléments de résultat de ces mêmes sociétés.

25.2 Charge d'impôts sur les résultats des sociétés intégrées

La charge de l'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de la période, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode comptable précisée dans le dernier paragraphe du chapitre A de la Note 2 Principes comptables du Rapport annuel 2025.

A compter du 1^{er} janvier 2022, le taux d'imposition auquel est soumis Stellantis Financial Services Europe est passé de 28,41 % à 25,83 %.

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Impôts courants	(41)	(9)
Impôts différés	27	(7)
Impôts différés de l'exercice	27	(9)
Impôts différés sur actifs sur déficits non reconnus et pertes de valeur	-	2
Total	(14)	(16)

25.3 Preuve d'impôt de Stellantis Financial Services Europe

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2025	31.12.2024
Résultat avant impôt	275	425
Neutralisation de la quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(227)	(325)
Différences permanentes	34	14
Total imposable	82	114
<i>Taux d'impôt légal applicable pour la période</i>	<i>25,8 %</i>	<i>25,8 %</i>
Charge d'impôt théorique	(21)	(29)
Effet des différences de taux à l'étranger	(5)	(4)
Régularisation au titre de l'exercice antérieur	-	1
Reprise de la dépréciation Créance crédit impôt italien s/dividendes	-	-
Remboursement d'impôt aux sociétés d'assurance	11	15
Autres	1	(1)
Impôt sur les bénéfices avant pertes de valeur sur actifs sur déficits reportables	(14)	(18)
Impôts différés actifs sur déficits reportables :		
- Dotation pour dépréciation	-	-
- Reprise de dépréciation	-	2
Impôt sur les bénéfices	(14)	(16)
<i>Taux effectif d'impôt groupe</i>	<i>5,0 %</i>	<i>3,9 %</i>

25.4 Impôts différés actifs sur déficits reportables

<i>(En millions d'euros)</i>	31.12.2024	Nouveaux déficits générés	Utilisations de déficits	Dotation / Reprise pour dépréciations	Impôts différés décomptabilisés	Ecart de conversion et autres	31.12.2025
Impôts différés actifs sur déficits reportables	12	1	(5)		-	-	8
Dépréciations	-					-	-
Total	12	1	(5)	-	-	-	(8)

Note 26 Information sectorielle

Les informations sectorielles IFRS 8 sont présentées avant mise en équivalence des coentreprises en partenariat et après élimination des opérations réciproques.

26.1 Eléments de Bilan

Au 31 décembre 2025

<i>(En millions d'euros)</i>	Bilan information sectorielle IFRS 8 au 31.12.2025	Mise en équivalence de la part du groupe dans les JV	Bilan consolidé au 31.12.2025
Actif			
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	53 858	(51 334)	2 524
- <i>Corporate Réseau</i>	13 508	(13 508)	-
- <i>Client final</i>	40 350	(37 826)	2 524
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	161	(56)	105
Titres au coût amorti	232	(209)	23
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	2 227	(1 451)	776
Actifs d'impôts différés	347	(290)	57
Participations dans les entreprises mises en équivalence (1)	-	3 220	3 220
Autres postes de l'Actif	8 513	(7 295)	1 218
Total de l'actif	65 338	(57 415)	7 923
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	25 652	(24 379)	1 273
Dettes envers la clientèle	12 692	(12 649)	43
Dettes représentées par un titre	14 216	(13 046)	1 170
Contrats d'assurance émis – Passif	114	(29)	85
Passifs d'impôts différés	982	(975)	7
Autres postes du Passif	3 406	(3 117)	289
Capitaux propres	8 276	(3 220)	5 056
Total du passif	65 338	(57 415)	7 923

(1) Cf. Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

Au 31 décembre 2024

	Bilan information sectorielle IFRS 8 au 31.12.2024	Mise en équivalence de la part du groupe dans les JV	Bilan consolidé au 31.12.2024
<i>(En millions d'euros)</i>			
Actif			
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	50 032	(48 752)	1 280
- <i>Corporate Réseau</i>	13 381	(13 381)	-
- <i>Client final</i>	36 651	(35 371)	1 280
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	155	(58)	97
Titres au coût amorti	240	(222)	18
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	1 697	(968)	729
Actifs d'impôts différés	171	(144)	27
Participations dans les entreprises mises en équivalence (1)	-	3 115	3 115
Autres postes de l'Actif	8 616	(7 152)	1 464
Total de l'actif	60 911	(54 181)	6 730
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	24 375	(23 627)	748
Dettes envers la clientèle	12 396	(12 292)	104
Dettes représentées par un titre	11 737	(11 408)	329
Contrats d'assurance émis – Passif	112	(27)	85
Passifs d'impôts différés	848	(842)	6
Autres postes du Passif	3 201	(2 870)	331
Capitaux propres	8 242	(3 115)	5 127
Total du passif	60 911	(54 181)	6 730

(1) Cf. Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

26.2 Eléments de Résultat**Au 31 décembre 2025**

	Compte de résultat IFRS 8 hors PPA OVF au 31.12.2025	Impact PPA OVF au 31.12.2025	Compte de résultat IFRS 8 au 31.12.2025	Différences de présentation IFRS 8 / Résultat consolidé	Mise en équivalence de la part du groupe dans les JV	Compte de résultat consolidé au 31.12.2025
<i>(En millions d'euros)</i>						
Produit net bancaire	2 125	-	2 125	-	(1 880)	245
- <i>Activités de financement</i>	1 749	-	1 749	-	(1 570)	179
- <i>Corporate Réseau</i>	294	-	294	-	(294)	-
- <i>Client final</i>	1 246	-	1 246	-	(1 155)	91
- <i>Eléments non répartis</i>	209	-	209	-	(121)	88
- <i>Assurances et services</i>	376	-	376	-	(310)	66
Coût du Risque	(227)	-	(227)	-	173	(54)
- <i>Activités de financement</i>	(227)	-	(227)	-	173	(54)
- <i>Corporate Réseau</i>	(12)	-	(12)	-	12	-
- <i>Client final</i>	(215)	-	(215)	-	161	(54)
Résultat après coût du risque	1 898	-	1 898	-	(1 707)	191
- <i>Activités de financement</i>	1 522	-	1 522	-	(1 397)	125
- <i>Corporate Réseau</i>	282	-	282	-	(282)	-
- <i>Client final</i>	1 031	-	1 031	-	(994)	37
- <i>Eléments non répartis</i>	209	-	209	-	(121)	88
- <i>Assurances et services</i>	376	-	376	-	(310)	66
Charges générales d'exploitation et assimilées	(708)	-	(708)	-	587	(121)
Résultat d'exploitation	1 190	-	1 190	-	(1 120)	70
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence (1)	-	-	-	-	227	227
Autres éléments	(509)	-	(509)	-	487	(22)
Résultat avant impôt	681	-	681	-	(406)	275
Impôt sur les bénéfices	(193)	-	(193)	-	179	(14)
Résultat net	488	-	488	-	(227)	261

(1) Cf. Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

Au 31 décembre 2024

	Compte de résultat IFRS 8 hors PPA OVF au 31.12.2024	Impact PPA OVF au 31.12.2024	Compte de résultat IFRS 8 au 31.12.2024	Différences de présentation IFRS8 / Résultat consolidé	Mise en équivalence de la part du groupe dans les JV	Compte de résultat consolidé au 31.12.2024
<i>(En millions d'euros)</i>						
Produit net bancaire	1 878	(1)	1 877	-	(1 681)	196
- Activités de financement	1 513	(1)	1 512	-	(1 359)	153
- Corporate Réseau	311	-	311	-	(311)	-
- Client final	950	-	950	-	(899)	51
- Eléments non répartis	252	(1)	251	-	(149)	102
- Assurances et services	365	-	365	-	(322)	43
Coût du Risque	(156)	-	(156)	-	134	(22)
- Activités de financement	(156)	-	(156)	-	134	(22)
- Corporate Réseau	2	-	2	-	(2)	-
- Client final	(158)	-	(158)	-	136	(22)
Résultat après coût du risque	1 722	(1)	1 721	-	(1 547)	174
- Activités de financement	1 357	(1)	1 356	-	(1 225)	131
- Corporate Réseau	313	-	313	-	(313)	-
- Client final	792	-	792	-	(763)	29
- Eléments non répartis	252	(1)	251	-	(149)	102
- Assurances et services	365	-	365	-	(322)	43
Charges générales d'exploitation et assimilées	(661)	-	(661)	-	590	(71)
Résultat d'exploitation	1 061	(1)	1 060	-	(957)	103
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence (1)	-	-	-	-	325	325
Autres éléments	(41)	-	(41)	-	38	(3)
Résultat avant impôt	1 020	(1)	1 019	-	(594)	425
Impôt sur les bénéfices	(285)	-	(285)	-	269	(16)
Résultat net	735	(1)	734	-	(325)	409

(1) Cf. Note 8 Participations dans les entreprises mises en équivalence.

Note 27 Informations relatives aux implantations

Ces informations sont données pour répondre à l'obligation déclarative décrite dans l'article L. 511-45 du code monétaire et financier.

Note 27.1 Implantations par pays

Code ISO pays	Entité	Méthode de consolidation		Localisation	Nature de l'activité (code NACE)
		31.12.2025	Dec. 2024		
AR	PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A.	MEE	MEE	Buenos Aires	K64
	FCA Compania Financiera S.A.	MEE	-	Buenos Aires	K64
	Stellantis Insurance Compania de Seguros S.A.U.	IG	IG	Buenos Aires	K65
AT	Stellantis Bank S.A., succursale en Autriche	MEE	MEE	Vienne	K64
BE	Stellantis Financial Services Belux	MEE	MEE	Bruxelles	K64
	FT Auto ABS Belgium Loans 2019 SA	-	MEE	Bruxelles	K64
BR	Stellantis Financiamentos Sociedade de Crédito, Fin. e Inv. S.A.	IG	IG	Sao Paulo	K64
	Stellantis Corretora de Seguros E Serviços LTDA	IG	IG	Sao Paulo	K65
	Stellantis Financiamentos Mobility I	IG	-	Sao Paulo	K64
	Stellantis Financiamentos Mobility II	IG	-	Sao Paulo	K64
CN	Stellantis Leasing Services Co.,Ltd	-	IG	Pékin	N77
DE	Stellantis Bank S.A., succursale en Allemagne	MEE	MEE	Rüsselsheim	K64
	FT Auto ABS German Lease Master 2019	MEE	MEE	Luxembourg	K64
	FT Auto ABS German VAC 2021	MEE	MEE	Francfort	K64
	FT Auto ABS German Lease Master 2021	MEE	MEE	Luxembourg	K64
	E-Carat DE SA 2024-1	MEE	MEE	Luxembourg	K64
	Ecarat DE SA, Lease 2025.2	MEE	-	Rüsselsheim	K64
	Ecarat DE SA (Lux), Lease 2025.1	MEE	-	Luxembourg	K64
DZ	BPF Algérie	IG	IG	Alger	K64

ES	Stellantis Financial Services Espana, E.F.C., S.A.	MEE	MEE	Madrid	K64
	FT Auto ABS Spanish Loans 2018	-	MEE	Madrid	K64
	FT Auto ABS Spanish Loans 2020-1	-	MEE	Madrid	K64
	Auto ABS Spanish Loans 2022-1	MEE	MEE	Madrid	K64
	Auto ABS Spanish Loans 2024-1	MEE	MEE	Madrid	K64
FR	Stellantis Financial Services Europe S.A.	IG	IG	Poissy	K64
	Crédipar	MEE	MEE	Poissy	K64
	CLV	MEE	MEE	Poissy	N77
	Banque Stellantis France	MEE	MEE	Poissy	K64
	FCT Auto ABS French Loans Master	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS DFP Master Compartment France 2013	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS French Leases Master	MEE	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS LT Leases Master	-	MEE	Paris	K64
	Stellantis Bank S.A	MEE	MEE	Poissy	K64
	Ecarat 10 Germany	-	MEE	Paris	K64
	FCT Auto ABS French Leases 2021 - Fonds G	-	MEE	Paris	K64
	Auto ABS French Leases 2023	MEE	MEE	Paris	K64
	Auto ABS French Loans 2024	MEE	MEE	Paris	K64
	Auto ABS French Lease 2025	MEE	-	Paris	K64
	Stellantis Financial Services UK Limited	MEE	MEE	Redhill	K64
GB	Auto ABS UK Loans plc	-	MEE	Londres	K64
	Ecarat UK 2024-1 PLC	MEE	MEE	Londres	K64
	Ecarat 11 PLC	-	MEE	Londres	K64
	Ecarat 12 PLC	-	MEE	Londres	K64
	Stellantis Renting S.P.A.	MEE	MEE	Milan	N77
IT	Stellantis Financial Services Italia S.P.A.	MEE	MEE	Milan	K64
	Auto ABS Italian Loans 2019	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Rainbow Loan 2020-1 S.r.l.	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Rainbow Loan S.r.l.	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Stella Loans 2023-1 S.R.L.	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L 2024-1	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L 2024-2	MEE	MEE	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L	MEE	-	Conegliano	K64
	Auto ABS Italian Stella Loans S.R.L 2025-2	MEE	-	Conegliano	K64
MT	Stellantis Services Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K64
	Stellantis Insurance Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
	Stellantis Life Insurance Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
	Stellantis Insurance Manager Ltd	IG	IG	Ta' Xbiex	K65
	Stellantis Insurance Europe Ltd	MEE	MEE	Ta' Xbiex	K65
	Stellantis Life Insurance Europe Ltd	MEE	MEE	Ta' Xbiex	K65
NL	PSA Finance Nederland B.V.	-	IG	Amsterdam	K64
	PSA Financial Holding B.V.	IG	IG	Amsterdam	K64
	Stellantis Financial Services Nederland B.V.	MEE	MEE	Amsterdam	K64
PL	Stellantis Consumer Financial Services Polska sp. z o.o.	MEE	MEE	Varsovie	K64
	Stellantis Financial Services Polska sp. z o.o.	MEE	MEE	Varsovie	K64
TR	BPF Pazarlama A.H.A.S.	-	IG	Atasehir - Istanbul	K64

Les natures d'activité sont présentées selon les codes NACE des entités :

- Section K : Services financiers et assurances

- K64 - Services financiers, à l'exclusion des assurances et caisses de retraite

- K65 - Services d'assurance, de réassurance et de caisses de retraite, à l'exclusion de la sécurité sociale obligatoire

- Section N : Activités de services administratifs et de soutien

- N77 - Location et location-bail

Note 27.2 Eléments du compte de résultat et effectifs par pays

Au 31 décembre 2025

(En millions d'euros)	Subventions publiques reçues	Chiffre d'affaires (1)	Produit net bancaire	Eléments du compte de résultat		Impôt courant	Impôt différé	Effectifs (2)
				Résultat avant impôt				
				Total	Dont quote- part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
Code ISO pays								
AR	-	37	26	30	7	(7)	(3)	7
AT	-			8	8			
BE	-			5	5			
BR	-	441	142	50	-	(27)	17	365
CN	-	5	2	(1)	-	-	-	-
DE-				62	62			
DZ	-	-	-	-		-	-	-
ES-				(5)	(5)			
FR	-	48	46	186	173	(15)	-	-
GB	-			(118)	(118)			
IT	-			57	57			
MT	-	111	22	(13)	24	11	13	83
NL	-	3	4	7	7	(2)	-	-
PL	-			7	7			
TR	-	3	3			(1)	-	10
Total	-	648	245	275	227	(41)	27	465

(1) Conformément à l'instruction donnée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, le chiffre d'affaires communiqué correspond à l'intégralité des produits d'exploitation bancaires.

(2) Il s'agit de l'effectif en équivalent temps plein directement salarié des différentes filiales et succursales de Stellantis Financial Services Europe consolidées par intégration globale au 31 décembre 2025.

Les éléments du compte de résultat sont présentés avant élimination des opérations réciproques.

Les éléments " Chiffre d'affaires ", " Produit net bancaire ", " Impôt courant " et " Impôt différé " ne concernent que les entités consolidées par intégration globale.

Note 28 Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Deloitte		Mazars		Autres	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Audit						
- Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels						
- Emetteur	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
- Filiales intégrées globalement	0,3	0,3	-	-	-	-
- dont France	-	-	-	-	-	-
Autres prestations rendues aux filiales intégrées globalement						
- Juridique, fiscal et social	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	0,5	0,2
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	-	-	-	-	-	-
Total	0,5	0,5	0,2	0,2	0,5	0,2

Note 29 Evénements postérieurs à la clôture

Entre le 31 décembre 2025 et le 24 février 2026, date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration de SFS, aucun autre événement, susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers, n'est survenu.

Rapport de gestion

Les rapports de gestion sur les comptes sociaux et consolidés sont tenu à la disposition du public au siège social de STELLANTIS FINANCIAL SERVICES EUROPE 43 Rue Jean-Pierre Timbaud, 78300 POISSY.